



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT,
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2005

**BALANCE DES PAIEMENTS
EXTERIEURS
DE LA REPUBLIQUE DU BENIN**

2005

***MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT, DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES***

Comité de la Balance des Paiements

SECRETARIAT DU COMITÉ ASSURÉ PAR LA BCEAO

01 BP 325 – Cotonou - Benin
Tel.(229) 21 31 24 66 ou 21 31 24 67 / Fax. (229) 21 31 24 65
www.bceao.int

**BALANCE DES PAIEMENTS EXTERIEURS DU
BENIN
POUR L'ANNEE 2005**

SOMMAIRE

	Pages
1 CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL.....	6
1.1- ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL	7
1.2- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE	13
2 BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
2.1 - L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE.....	17
2.1.1- Les exportations de biens.....	18
2.1.1.1 – Les exportations de marchandises générales	18
2.1.1.2 - La structure des exportations de marchandises	22
2.1.1.3 – La répartition géographique des exportations	23
2.1.2 – Les importations de biens.....	26
2.1.2.1 – Les importations de marchandises générales	27
2.1.2.2. – La structure des importations de marchandises	29
2.1.2.3 – La répartition géographique des importations.....	30
2.2 – L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES	32
2.2.1 - Les transports.....	32
2.2.2 - Les voyages	32
2.2.3 - Les autres services	33
2.3 –L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS.....	33
2.3.1 – Les revenus du travail	33
2.3.2 – Les revenus des investissements.....	34
2.4 –L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....	35
3 COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	36
3.1 – LE COMPTE DE CAPITAL.....	37
3.2 – LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES.....	37
3.2.1 – Les investissements directs.....	37
3.2.2 – Les investissements de portefeuille.....	38
3.2.3 – Les autres investissements.....	38
3.2.4 – Le financement exceptionnel	38
4 CAPITAUX MONETAIRES.....	39
4.1 – L'EVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DE LA BANQUE CENTRALE..	40
4.1.1 - Les avoirs.....	40
4.1.2 – Les engagements.....	40
4.2 – L'ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONÉTAIRES.....	41

4.3– LA VARIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES	41
4.4– TABLEAU DE RECONCILIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS.....	42
5 POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	43
6 ANNEXES.....	46

LISTE DES ENCADRES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES

	Pages
ENCADRES	
Encadré n°1 : Les économies en développement : grandes victimes du pétrole cher	7
Encadré n°2 : Evolution des prix et la compétitivité de l'UEMOA en 2005	8
Encadré n°3 : Amélioration des relations commerciales entre le Bénin et le Nigéria	10
Encadré n°4 : Les réformes de la filière coton au Bénin	19
Encadré n°5 : Evolution du cours du pétrole	27
TABLEAUX	
Tableau n°1 : Soldes des la balance des paiements	13
Tableau n°2 : Présentation détaillée de la balance des paiements de l'année 2005	15
Tableau n°3 : Balance des paiements courants	16
Tableau n°4 : Evolution de la balance commerciale de 2001 à 2005	16
Tableau n°5 : Evolution des exportations de biens	17
Tableau n°6 : Evolution des exportations de marchandises ajustées	18
Tableau n°7 : Structure des exportations par principaux produits de 2001 à 2005	18
Tableau n°8 : Exportations FOB par grands groupes de produits en 2004 et 2005 (Volumes et Valeurs)	20
Tableau n°9 : Evolution des exportations par principaux produits de 2001 à 2005	21
Tableau n°10 : Répartition géographique des exportations du Bénin en 2004 et 2005	23
Tableau n°11 : Exportations vers les pays de l'UEMOA	24
Tableau n°12 : Evolution des principaux produits exportés vers la CEDEAO	25
Tableau n°13 : Ratio du Service de la dette extérieure sur les exportations	25
Tableau n°14 : Evolution des Importations de biens	26
Tableau n°15 : Importations CAF par grands groupes de produits en 2004 et 2005 (Volumes et Valeurs)	26
Tableau n°16 : Evolution des importations de marchandises ajustées	27
Tableau n°17 : Evolution des principaux produits importés de 2001 à 2005	28
Tableau n°18 : Structure des importations par principaux produits de 2001 à 2005	28
Tableau n°19 : Importations en provenance des pays de l'UEMOA	29
Tableau n°20 : Orientation géographique des importations en 2004 et 2005	30
Tableau n°21 : Evolution du Solde de la balance des services	31
Tableau n°22 : Evolution des Transports	31
Tableau n°23 : Evolution des voyages	32
Tableau n°24 : Evolution des autres services	32
Tableau n°25 : Evolution des revenus des investissements	33
Tableau n°26 : Evolution des transferts courants	34
Tableau n°27 : Evolution des opérations en capital	36
Tableau n°28 : Evolution des opérations financières	36
Tableau n°29 : Evolution du financement exceptionnel	37
Tableau n°30 : Evolution des Avoirs et Engagements Extérieurs de la Banque Centrale	39
Tableau n°31 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires	40
Tableau n°32 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux	40
Tableau n°33 : Correspondance statistiques monétaires - Balance des Paiements	41
Tableau n°34 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin de 2003 à 2005	44
GRAPHIQUES	
Graphique n°1 : Evolution de la balance des paiements	14
Graphique n°2 : Structure des exportations par groupes de produits	21
Graphique n°3 : Orientation géographique des exportations en 2005	22
Graphique n°4 : Evolution des exportations vers UEMOA (en millions de FCFA)	24
Graphique n°5 : Orientation géographique des importations en 2005	29
Graphique n°6 : Evolution des revenus et de la rémunération des salariés	33
Graphique n°7 : Evolution des transferts courants publics et privés	34

1

CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

En 2005, l'environnement économique a été marqué par :

- *une conjoncture internationale dans l'ensemble bien orientée, malgré la décélération enregistrée par rapport à 2004 dans la quasi totalité des pays industrialisés. Le taux de croissance de l'économie mondiale ressort à 4,8% contre 5,3% en 2004, essentiellement soutenu par la demande intérieure ;*
- *une dynamique économique dans l'UEMOA, favorisée par l'abondance des récoltes et la bonne tenue de la production industrielle. Le Produit Intérieur Brut en termes réels a progressé de 4,1% en 2005 contre 2,8 % en 2004 ;*
- *un ralentissement du rythme de la croissance réelle au plan national, en liaison avec la perte de compétitivité du Port de Cotonou, la chute de la production cotonnière (campagne 2005-2006), la baisse des cours mondiaux du coton et du dollar ainsi que la morosité de la conjoncture économique, à la veille d'une année électorale. Le taux de croissance réel est ressorti à 2,9% en 2005 contre 3,1% en 2004, dans un contexte marqué par l'accroissement des tensions inflationnistes (5,4% contre 0,9% en 2004).*

1.1- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'activité économique internationale est demeurée dans l'ensemble bien orientée en 2005, malgré une décélération par rapport au niveau atteint en 2004, liée à la hausse persistante des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, le taux de croissance économique mondiale a légèrement fléchi en s'établissant à 4,8% contre 5,3% un an plus tôt. Ce ralentissement du rythme de la croissance économique a été enregistré dans la quasi-totalité des pays industrialisés.

Aux Etats-Unis, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accru de 3,5% en 2005 contre 4,2% en 2004. La demande intérieure soutenue par les allègements fiscaux a constitué le principal moteur de la croissance.

Au Japon, l'activité a progressé de 2,7% contre 2,3% en 2004, tirée par les investissements et les exportations induits par le regain des échanges commerciaux en Asie. La reprise de la croissance de l'économie japonaise, après la longue déflation des années 90, reflète l'amélioration du cadre macroéconomique, consécutive à la restructuration des entreprises et du système bancaire.

Le taux de croissance du PIB du Royaume-Uni s'est quant à lui fixé à 1,8% sous l'effet de l'essoufflement de l'activité dans le secteur des services, après avoir atteint 3,1% en 2004.

Dans la Zone euro, le timide redressement amorcé au deuxième semestre 2004 a perdu de sa vigueur au cours de l'année 2005. Le taux de progression du PIB de la Zone est ressorti à 1,3% contre 2,1% en 2004, en liaison avec la contraction de la consommation des ménages, notamment en France et en Allemagne. Dans ces pays, le PIB s'est accru respectivement de 1,4% et de 0,9% comparé aux taux de 2,1% et de 1,6% enregistrés en 2004.

S'agissant des pays émergents, l'activité est restée soutenue malgré un ralentissement par rapport à 2004. Le PIB a progressé de 6,4% contre 7,3% en 2004. Cette tendance masque cependant des évolutions contrastées d'un groupe de pays à l'autre, en raison des effets de la flambée des cours du pétrole. En effet, après le redressement amorcé en 2004, le rythme de progression du PIB en Amérique latine s'est ralenti, en s'établissant à 4,3% contre 5,6% en 2004. La bonne tenue des exportations de produits de base a continué de soutenir l'expansion économique, dans un contexte marqué par l'affaiblissement des exportations de biens manufacturés en liaison avec le repli des activités industrielles. Au Brésil, où la demande intérieure a fléchi en réaction au resserrement de la politique monétaire opéré pour contenir l'inflation, le taux de croissance économique s'est établi à 2,3% contre 4,9% un an plus tôt.

L'activité économique s'est ralentie au Mexique en raison du fléchissement de la production industrielle, de la chute des exportations, ainsi que du niveau relativement faible de la production agricole. En effet, le PIB s'est inscrit en hausse de 3,0% en 2005 au lieu de 4,2% en 2004.

Encadre n°1 : Les économies en développement : grandes victimes du pétrole cher

Plus la dépendance pétrolière (mesurée par la part relative des importations de pétrole dans le total) est forte, plus les répercussions d'une hausse des cours mondiaux sont négatives. Ainsi, les continents asiatique et africain (hors pays de l'OPEP) seraient les plus touchés. Dans ces régions, l'augmentation du prix du pétrole impliquerait une diminution significative des taux de croissance, une érosion du solde des balances commerciales et une forte hausse des taux d'inflation.

En outre, le renchérissement de la facture énergétique incite à un ajustement économique brutal impliquant une forte contraction de la consommation domestique. Il favorise également des dépréciations soudaines des monnaies locales face au dollar EU, qui accroissent le coût du service de la dette extérieure.

Source : Agence Internationale de l'Energie

L'Argentine a quant à elle continué de bénéficier des effets de sa politique d'assainissement budgétaire et du retour des investissements étrangers. Ainsi, le rythme d'accroissement du PIB est demeuré soutenu. Il s'est situé à 9,2% contre 9,0% en 2004.

En Asie, les économies en développement ont enregistré une progression de 8,6% du PIB, impulsée par la demande intérieure et les exportations. En particulier, la Chine a continué d'accroître sa production intérieure brute de l'ordre de 9,9%, les investissements directs étrangers et les exportations étant toujours stimulés par la faiblesse des coûts des facteurs.

En Inde, la croissance économique a atteint 8,3%, après deux années de progression de l'ordre de 7,6%. Le maintien de la croissance à un niveau aussi élevé, est lié à la bonne tenue de la demande intérieure, des exportations de services et à la reprise dans le secteur industriel. Toutefois, si l'activité économique est restée relativement vigoureuse en Chine et en Inde, dans une grande partie du reste de la région, le niveau élevé des cours du pétrole a pesé sur le dynamisme des économies.

En Afrique, le taux de croissance économique s'est situé à 5,2% après avoir atteint 5,5% en 2004. Le niveau relativement bas des prix des matières premières agricoles, notamment le coton, la suppression du contingentement sur le textile, la persistance de troubles socio-politiques et les mauvaises récoltes vivrières dans plusieurs pays d'Afrique occidentale, orientale et australe ont limité les performances économiques du continent africain, même si certains pays exportateurs nets de pétrole ont bénéficié de la remontée des cours du pétrole brut.

Dans l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la dynamique économique a été favorisée par l'abondance des récoltes en relation avec une pluviométrie satisfaisante et bien répartie, ainsi que par une relative bonne tenue de la production industrielle. Le produit intérieur brut de l'Union a progressé, en termes réels, de 4,1% en 2005 contre 2,8% un an auparavant. Ainsi, tous les Etats membres de l'Union ont enregistré des taux de croissance réels positifs de leur PIB par rapport à l'année précédente. Au Burkina, l'activité a progressé de 7,1% contre 4,6% un an plus tôt. Au Niger, le PIB s'est accru également de 7,1% contre -0,6% un an plus tôt. Au

Mali, le taux de croissance du PIB s'est situé à 6,8% après 2,3% atteint en 2004. Au Sénégal, il s'est établi à 5,5% contre 5,6% en 2004. Au Bénin le Produit Intérieur Brut est passé de 2,9% à 3,1% en 2005. En Guinée-Bissau, le rythme d'accroissement de la richesse s'est établi à 3,5% contre 2,2% en 2004, en raison de l'accalmie enregistrée sur le front socio-politique. En Côte d'Ivoire, les tensions politiques ont continué de peser sur la situation économique. Le taux de croissance économique de ce pays s'est situé à 1,8% contre 1,5% un an auparavant. Au Togo, le taux de croissance du PIB est ressorti à 1,5%.

Globalement dans l'UEMOA, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes dues à une remontée des prix des produits pétroliers et des prix des produits alimentaires. Il en est résulté un taux d'inflation annuel moyen de 4,4 % contre 0,5 % en 2004.

Encadré n°2 : Evolution des prix et la compétitivité de l'UEMOA en 2005

Par rapport à 2004, le niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA est ressorti en **hausse de 4,4% en moyenne** sur l'ensemble de l'année 2005 contre 0,5% en 2004, se situant dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Sénégal, au-dessus de l'objectif communautaire de 3% maximum, fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale au titre du Pacte de Convergence, de Stabilité et de Croissance.

L'analyse de l'inflation par pays permet de distinguer trois groupes. Le premier, caractérisé par un taux d'inflation supérieur à 5,0%, est constitué du Niger (7,8%), du Togo (6,8%), du Burkina (6,4%), du Mali (6,4%) et du Bénin (5,4%). La progression des prix se situe entre 3,0% et 4,0% en Côte d'Ivoire (3,9%) et en Guinée-Bissau (3,4%) qui composent le deuxième groupe. Le Sénégal, se distingue avec un taux d'inflation inférieur à 2% (1,7%) .

Le différentiel d'inflation de l'UEMOA vis-à-vis de ses partenaires commerciaux est ressorti favorable en 2005 et se situe à 1,0 point de pourcentage. Toutefois, cet écart de prix favorable à l'Union a été atténué par la dépréciation de 0,1% des monnaies des pays partenaires.

En définitive, la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'évolution du taux de change effectif réel, s'est améliorée de 0,9% .

Par groupe de partenaires, l'UEMOA enregistre un gain de compétitivité de 2,0% par rapport aux partenaires asiatiques, de 3,6% vis-à-vis des pays émergents et de 8,0% à l'égard des partenaires environnants de l'Union. En revanche, la position concurrentielle de l'UEMOA s'est détériorée de 2,2% par rapport aux pays industrialisés (2,4% à l'égard de la zone euro et 3,8% vis-à-vis des pays africains de la zone franc).

Perte ou gain de compétitivité selon les sous-groupes de partenaires des Etats membres de l'UEMOA en 2005

	BENIN	BURKINA	COTE D'IVOIRE	GUINEE BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
Pays Industrialisés	3,3	4,3	1,7	0,3	4	6,3	-0,5	4,3	2,2
Zone Euro	3,3	4,3	1,8	0,2	4,3	5,8	-0,4	4,7	2,4
Partenaires Environnants	-9,6	-6,5	-7,3	6	1,4	-7,5	-8,9	-6,2	-8
Pays Asiatiques	-1,5	1,8	-2,7	-3,7	1	0,1	-4,2	0,9	-2
Pays Emergents	-2,2	1,2	-5,9	-2,6	-0,4	2,6	-3,3	1,6	-3,6
Pays africains de la zone franc	0,5	2,1	-1,4	0,5	2,8	3,1	-2,4	1,9	3,8
Ensemble de Partenaires (*)	-2,3	2,6	-1,3	-1,9	2,7	1,8	-2,6	1,2	-0,9

Source: BCEAO -Rapport sur la compétitivité de l'Union (2005)

(*) (-) gain et (+) perte

La situation des finances publiques est demeurée très fragile. Les difficultés financières des Etats ont persisté, malgré les efforts d'assainissement. Ainsi, l'exécution des opérations financières de

l'Etat a été caractérisée par une quasi stabilité des principaux soldes budgétaires. Le déficit du solde global a représenté 2,3 % du PIB contre 2,4 % en 2004.

Les tensions de trésorerie se sont exacerbées, se traduisant par des accumulations d'arriérés de paiement par les pays qui ne bénéficient pas de mécanisme d'allègement de la dette multilatérale et qui traversent une situation socio politique difficile, notamment la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Togo. Le montant des arriérés de paiement accumulés a été de 524,6 milliards dont 478,7 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

Au plan monétaire, la situation de l'Union à fin décembre 2005, a été caractérisée par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires, une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire.

L'état de convergence est caractérisé par un ralentissement du rythme de convergence en rapport avec la faible croissance par rapport à 2004, en liaison avec les crises socio-politiques dans certains Etats membres, la faiblesse des prix des matières premières et la hausse des cours des produits pétroliers.

Au **Nigéria**, l'activité économique s'est déroulée dans un climat marqué par la flambée des cours du pétrole et les actes de sabotage des oléoducs, lesquels ralentissent la production pétrolière du pays. Nonobstant cette situation, la croissance s'est accélérée et ressort à 6,9% contre 6% une année auparavant. L'accroissement des revenus gaziers et pétroliers ont induit un surplus du compte courant.

1.2- CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

L'économie béninoise est caractérisée depuis quelques années par une baisse tendancielle de son taux de croissance. En effet, de 6,2% en 2001, ce taux est passé à 4,4% en 2002, 3,9% en 2003, 3,1% en 2004 avant de se situer à 2,9% en 2005. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs dont, la perte de compétitivité du Port Autonome de Cotonou, les problèmes institutionnels de la filière coton, principal pourvoyeur des recettes d'exportation, la faible diversification de l'agriculture, l'indisponibilité des facteurs de production et leur coût élevé.

L'adoption, par le Nigeria, en 2004 des mesures prohibitives à l'encontre des exportations du Bénin, la tension sur le marché international des produits pétroliers ainsi que la chute des cours mondiaux, notamment du coton et du dollar ont révélé la vulnérabilité et la fragilité de l'économie nationale.

Encadré n°3 : Amélioration des relations commerciales entre le Bénin et le Nigeria

Traditionnel point d'entrée sur le Nigeria, le Bénin possède des liens économiques et commerciaux séculaires avec ce pays. Ces échanges se sont intensifiés au fil du temps en raison de la situation politique économique au Nigeria. Ainsi, les conflits politiques et l'évolution des politiques commerciales et fiscales dans les deux pays ont favorisé l'éclosion d'un commerce de réexportation qui a fait du Nigeria l'un des principaux partenaires commerciaux du Bénin. Ces dernières années, la réexportation a essentiellement porté sur les tissus, les alcools, les cigarettes, les produits congelés, le riz et les véhicules d'occasion préalablement importés au Bénin sous régime de mise en consommation.

Cependant, les échanges entre les deux pays se sont fortement détériorés ces dernières années, essentiellement à cause de la libéralisation de l'économie nigériane et du renforcement des mesures prohibitionnistes vis-à-vis des produits Béninois. Face à cette situation qui a affecté les performances économiques du Bénin en 2004, les deux pays ont mis en place un Comité Conjoint sur le Commerce avec l'objectif de faciliter et d'encourager les flux commerciaux entre eux. Les deux premières sessions du comité ont permis de reconnaître le principe de l'ouverture des frontières nigérianes aux produits d'origine béninoises. A cet effet, des missions d'inspections composées des représentants des deux pays ont séjourné dans les principales entreprises du Bénin pour s'assurer de l'origine des produits destinés à l'exportation vers le Nigeria.

La troisième session du Comité, qui s'est tenue à Sèmè-Kraké les 27 et 28 mai 2005, a consacré le réchauffement des relations commerciales entre le Bénin et le Nigeria avec la réouverture officielle de trois passages frontaliers pour les échanges entre les deux pays et la levée de l'interdiction d'entrée de certains produits sur le territoire nigérian. Les textiles et tissus, les graines de coton, l'huile de palme, l'huile végétale, la farine de maïs, les matériaux de plomberie et les matelas fabriqués au Bénin ont désormais accès au marché nigérian sous le contrôle des autorités chargées du respect des normes sur ce marché.

Source : BCEAO

En 2005, le pays a continué de subir les contrecoups des mesures de prohibition prises par le Nigeria en 2004 et de la tension sur les marchés internationaux des produits pétroliers. De même, la perte de compétitivité du Port de Cotonou, la chute de la production cotonnière (campagne 2005-2006) à la suite des dysfonctionnements qu'a connus la filière, la baisse des cours mondiaux du coton et du dollar ainsi que la morosité de la conjoncture économique à la veille d'une année électorale sont autant de facteurs qui ont conduit à un ralentissement du rythme de la croissance du PIB. Ainsi, le taux de croissance réel est ressorti à 2,9% en 2005

contre 3,1% en 2004, dans un contexte marqué par l'accroissement remarquable des tensions inflationnistes.

Toutefois, dans le cadre de son programme de réformes économiques à moyen terme appuyé par le Fonds Monétaire International (FMI) au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), le Gouvernement a engagé des mesures destinées à consolider les acquis des programmes précédents et à jeter les bases d'une croissance forte. Ces efforts visent à consolider la viabilité des finances publiques, à améliorer l'environnement institutionnel, à renforcer les infrastructures socio-économiques du pays et à promouvoir la diversification des exportations et de l'économie. Ces réformes devraient générer de substantiels gains de compétitivité et donner une nouvelle impulsion à la croissance, en vue d'une accélération de la réduction de la pauvreté.

S'agissant des prix intérieurs, il faut signaler que le profil baissier du niveau de l'inflation enregistré les cinq dernières années s'est interrompu au cours de l'année 2005, en réaction au double effet de la crise des produits vivriers dans les pays de l'hinterland et de la hausse des prix des produits pétroliers. Au 31 décembre 2005, le taux d'inflation s'est établi à 5,4% contre 0,9% un an plus tôt. se situant largement au-dessus du seuil de 3,0% prévu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membres de l'UEMOA.

Au niveau des finances publiques, l'année 2005 a été marquée par une intensification de l'approche de budget programme, une amélioration du recouvrement des recettes, une priorité accordée aux dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les secteurs sociaux, et un renforcement des capacités de gestion et d'absorption des ressources disponibles. Ainsi, le taux de recouvrement ressort à 97,6% pour des recettes s'élevant à 383,5 milliards contre 92,4% en 2004. Quant aux dépenses, elles ont été engagées à hauteur de 388,9 milliards sur une prévision de 512,2 milliards, soit un taux d'engagement de 75,9% comme à fin décembre 2004, où 373,5 milliards avaient été engagés sur des prévisions de 492,2 milliards. Au total, le déficit budgétaire de base s'est établi à 0,02 % du PIB contre 0,6% en 2004.

A fin décembre 2005, la situation monétaire a été caractérisée par une expansion de la masse monétaire (22,5%) et une consolidation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires (13,6%). Les crédits à l'économie se sont élevés à 375,1 milliards à fin décembre 2005, en hausse de 63,1 milliards, soit 20,2% par rapport à décembre 2004.

Sur le plan externe, la compétitivité de l'économie béninoise vis-à-vis des partenaires commerciaux s'est améliorée de 2,3% en 2005, en liaison avec le différentiel d'inflation favorable de 2,6 points de pourcentage malgré la dépréciation des monnaies des pays partenaires de 0,3%.

Les échanges extérieurs se sont traduits par une amélioration du déficit extérieur courant hors dons qui a représenté 6,2 % du PIB contre 7,7 % un an plus tôt, suite à une évolution favorable des soldes de la balance des transferts courants et des revenus nets.

2

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

*Amélioration de 33,1 milliards du compte des transactions courantes,
sous l'impulsion des effets conjugués :*

- *d'un accroissement de 37,3 milliards des transferts courants ;*
- *d'une amélioration de 10,2 milliards du déficit de la balance des revenus ;*
- *d'une aggravation de 7,1 milliards du déficit commercial et ;*
- *d'une hausse de 7,2 milliards du déficit de la balance des services.*

Au cours des cinq dernières années, l'évolution des balances des paiements élaborées conformément à la méthodologie de la 5^{ème} édition du manuel du FMI, résumée dans les tableaux ci-après, indique un compte courant structurellement déficitaire dont les effets sont atténués par un compte de capital et d'opération financière excédentaire. Après trois déficits successifs, le solde global ressort excédentaire en 2005.

Tableau n°1 : Soldes de la balance des paiements (Optique BCEAO)					
	2001	2002	2003	2004	2005
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-54 924	-108 866	-192 498	-152 406	-119 253
- BIENS	-131 611	-161 042	-161 514	-144 463	-151 597
. Marchandises générales	-135 923	-164 263	-166 495	-149 730	-158 386
. Autres biens	4 312	3 221	4 981	5 267	6 789
- SERVICES	-32 815	-39 472	-47 432	-37 784	-45 000
. Transport	-78 023	-89 682	-90 820	-73 763	-74 599
dont Fret	-56 251	-72 633	-74 770	-67 518	-67 743
. Voyages	49 328	51 068	49 521	47 207	40 345
. Autres	-4 120	-858	-6 133	-11 228	-10 746
- REVENUS	-9 829	-18 013	-22 140	-19 547	-9 367
. Intérêts sur dette publique	-11 100	-12 586	-11 292	-9 274	-8 643
TOTAL DES BIENS, SERVICES ET REVENUS	-174 255	-218 527	-231 086	-201 794	-205 964
- TRANSFERTS COURANTS	119 331	109 661	38 588	49 388	86 711
II - C/PTE DE CAPITAL ET D'OPE. FINANCIERES	182 380	53 144	62 401	95 919	162 174
- C/PTE DE CAPITAL	51 285	44 026	36 974	42 499	64 293
- C/PTE D'OPERATIONS FINANCIERES (hors avoirs de réserve)	131 095	9 118	25 427	53 420	97 881
. Investissements directs	30 460	8 474	25 815	34 420	28 182
. Investissements de portefeuille	-4 351	405	-953	-2 702	2 012
. Autres investissements	104 986	239	565	21 702	67 687
FINANCEMENT EXCEPTIONNEL (Pour mémoire)	37 923	18 293	18 487	15 251	12 043
III - ERREURS ET OMISSIONS NETTES	2 747	1 823	106 207	-5 144	6 261
dont "Ajustement suite révision de la circulation fiduciaire"			110 976	0	0
IV - SOLDE GLOBAL	130 203	-53 899	-23 890	-61 631	49 182
V - AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS	-130 203	53 899	23 890	61 631	-49 182
. Autorités monétaires	-110 605	54 546	-5 280	70 941	-68 337
dont contrepartie de réévaluation	1 000	636	5 073	734	99
. Banques	-19 598	-647	29 170	-9 310	19 155

Source : BCEAO

Graphique n°1 : Evolution de la balance des paiements de 2001 à 2005



Le solde des transactions courantes qui regroupe celui des biens, des services, des revenus et des transferts courants, poursuivant la tendance observée en 2004, a enregistré de nouveau, une amélioration de 33.153,0 millions de FCFA, pour s'établir à 119.253,0 millions de FCFA contre 152.406,0 millions de FCFA en 2004, essentiellement à la suite d'une évolution favorable des transferts courants.

Tableau n°2 : Présentation détaillée de la balance des paiements de l'année 2005

(Optique BCEAO)

(en millions F CFA)

	Crédit	Débit	Solde
Biens	305 022,0	456 619,0	-151 597,0
. Marchandises générales	297 011,0	455 397,0	-158 386,0
. Autres biens	8 011,0	1 222,0	6 789,0
Services	102 205,0	147 205,0	-45 000,0
. Transports	17 289,0	91 888,0	-74 599,0
dont fret	4 429,0	72 172,0	-67 743,0
. Voyages	54 525,0	14 180,0	40 345,0
. Services fournis ou reçus par les administrations	7 691,0	6 295,0	1 396,0
. Autres services	22 700,0	34 842,0	-12 142,0
Revenus	22 110,0	31 477,0	-9 367,0
. Revenus salariés	5 149,0	1 607,0	3 542,0
. Revenus des investissements	16 961,0	29 870,0	-12 909,0
dont intérêts sur dette publique	144,0	8 787,0	-8 643,0
Transferts courants	103 923,0	17 212,0	86 711,0
. Administrations publiques	23 333,0	238,0	23 095,0
. Autres secteurs	80 590,0	16 974,0	63 616,0
Compte des transactions courantes	533 260,0	652 513,0	-119 253,0
Compte de capital	67 625,0	3 332,0	64 293,0
- Transferts de capital	67 625,0	3 332,0	64 293,0
. Administrations publiques	51 762,0		51 762,0
. Autres secteurs	15 863,0	3 332,0	12 531,0
- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits			
Compte d'opérations financières	191 745,0	93 864,0	97 881,0
Compte de capital et d'op.financières	259 370,0	97 196,0	162 174,0
Financement exceptionnel (Pour mémoire)	12 043,0		12 043,0
Erreurs et omissions nettes	6 261,0		6 261,0
Solde global	798 891,0	749 709,0	49 182,0
Avoirs et engagements extérieurs	57 809,0	106 991,0	-49 182,0
- Autorités monétaires	3 096,0	71 433,0	-68 337,0
- Contrepartie de réévaluation de FMI (PM)	99,0		99,0
- Banques	54 713,0	35 558,0	19 155,0

Source : BCEAO

Le déficit du commerce extérieur s'est accru de 4,9% pour s'établir à 151.597,0 millions de FCFA en 2005 contre 144.463,0 millions de FCFA l'année précédente. Le solde des services quant à lui, affiche un déficit plus important de 45.000 millions de FCFA par rapport au 37.784,0 millions de FCFA enregistré en 2004, soit une dégradation de 19,1%.

S'agissant de la balance des revenus, son solde déficitaire ressort à 9.367,0 millions de FCFA, en nette amélioration par rapport au niveau de 19.547,0 millions de FCFA enregistré en 2004. Pour leur part, les transferts courants affichent en 2005, un solde excédentaire de 86.711,0 millions de FCFA contre un niveau de 49.388,0 millions de FCFA, l'année précédente. L'évolution de la balance courante sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau n°3 : Balance des paiements courants

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Biens (FOB - FOB)	-131 611,0	-161 042,0	-161 514,0	-144 463,0	-151 597,0
<i>dont : marchandises</i>	<i>-135 923,0</i>	<i>-164 263,0</i>	<i>-166 495,0</i>	<i>-149 730,0</i>	<i>-158 386,0</i>
Services Nets	-32 815,0	-39 472,0	-47 432,0	-37 784,0	-45 000,0
Revenus Nets	-9 829,0	-18 013,0	-22 140,0	-19 547,0	-9 367,0
Transferts courants Nets	119 331,0	109 661,0	38 588,0	49 388,0	86 711,0
Bal. des Paiements Courants (BPC)	-54 924,0	-108 866,0	-192 498,0	-152 406,0	-119 253,0
Bal. des Paiements Courants Hors Dons officiels (BPCHD)	-116 194,0	-163 264,0	-201 274,0	-165 692,0	-142 348,0
PIB à prix courants	1 832 100,0	1 956 900,0	2 067 400,0	2 144 700,0	2 298 700,0
BPC/PIB (%)	-3,00	-5,56	-9,31	-7,1	-5,2
BPCHD/PIB (%)	-6,34	-8,34	-9,74	-7,7	-6,2

Source : BCEAO

2.1 - L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Entre 2004 et 2005, le solde déficitaire de la balance commerciale s'est aggravé de 7.134,0 millions de FCFA, ressortant à 151.597,0 millions de FCFA contre 144.463,0 millions de FCFA en 2004, malgré la production cotonnière record de 427.098 tonnes enregistrée pour la campagne 2004-2005. A l'origine de cette situation, on note essentiellement l'importante chute du cours du coton (34,7%), principal produit d'exportation, dont le cours moyen annuel est ressorti à 551 FCFA/Kg contre 844 FCFA/Kg une année auparavant.

Tableau n°4 : Evolution de la balance commerciale de 2001 à 2005

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
- Exportations de biens (1)	273 775,7	312 134,0	314 337,2	300 366,0	305 022,0
<i>dont réexportation</i>	<i>119 475,9</i>	<i>164 926,3</i>	<i>146 242,0</i>	<i>120 547,2</i>	<i>133 398,8</i>
- Importations de biens (2)	-405 387,0	-473 176,0	-475 851,0	-444 829,0	-456 619,0
<i>dont importations pour réexportation</i>	<i>-63 927,4</i>	<i>-86 012,2</i>	<i>-74 846,8</i>	<i>-72 618,8</i>	<i>-85 897,5</i>
BALANCE COMMERCIALE	-131 611,0	-161 042,0	-161 513,8	-144 463,0	-151 597,0
BALANCE COMMERCIALE (hors réexport.)	-187 159,8	-239 956,1	-232 909,0	-192 391,4	-199 098,3
taux de couverture (1) / (2) (en %)	-67,5	-66,0	-66,1	-67,5	-66,8

Source : BCEAO

De même, le déficit commercial hors opérations de réexportation s'est aggravé de 6.706,9 millions de FCFA, se situant à 199.098,3 millions de FCFA en 2005 contre 192.391,4 millions de FCFA en 2004, avec la progression concomitante de la réexportation et des importations pour

réexportations, sous l'effet de la timide reprise des relations commerciales avec le Nigeria, à la suite de la levée partielle des mesures commerciales restrictives prises par le Nigeria vis-à-vis de la réexportation. Au total, le déficit hors opérations réexportation n'a pu être amélioré que de 427,1 millions de FCFA, en raison de la baisse des activités de réexportation.

Dans l'ensemble, les importations de biens se sont accrues de 2,7% alors que les exportations n'ont augmenté que de 1,6%. Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 66,8 % en 2005 contre 67,5 % en 2004.

2.1.1 - Les exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques du commerce extérieur élaborées par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), les exportations FOB de biens du Bénin sont arrêtées en 2005 à 305.022,0 millions de FCFA contre 300.366,0 millions de FCFA, soit une hausse de 1,6 % d'une année à l'autre. Les transactions relatives à la réexportation affichent un niveau de 133.398,8 millions de FCFA contre 120.547,2 millions de FCFA en 2004. Quant aux autres exportations, à savoir les opérations d'avitaillement notamment, elles s'élèvent à 8.011,0 millions de FCFA. Leur évolution sur les cinq dernières années est retracée comme suit :

Tableau n° 5 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
- Marchandises générales	269 320,7	308 263,6	309 234,2	293 649,0	297 011,0
<i>dont réexportation</i>	119 475,9	164 926,3	146 242,0	120 547,2	133 398,8
- Biens exportés pour transformation	-	-	-	-	-
- Réparations de biens	5,0	0,0	10,0	11,0	0,0
- Achats de biens dans les ports	4 450,0	3 871,0	5 093,0	6 706,0	8 011,0
- Or non monétaire	-	-	-	-	-
TOTAL EXPORTATIONS	273 775,7	312 134,6	314 337,2	300 366,0	305 022,0

Sources : INSAE-BCEAO

2.1.1.1 – Les exportations de marchandises générales

Comme l'indique le tableau n° 6 ci-dessous, contrairement à l'année 2004 marquée par une baisse, les exportations de marchandises générales ajustées enregistrent une hausse de 1,1%, ressortant à 297.011,0 millions de FCFA contre 293.649,0 millions de FCFA en 2004. Elles représentent 97,4% de l'ensemble des exportations de biens contre une moyenne de 98,1% pour les cinq dernières années. La réexportation totale (officielle et non enregistrée) y compte pour environ 45%.

Tableau n° 6 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Produits du coton	96 000,2	100 278,6	117 251,1	114 350,7	97 077,5
Produits du palmier	19,1	101,4	1 692,0	1 177,8	230,4
Autres produits	37 852,7	67 145,3	38 903,3	43 204,5	55 941,3
Total statistiques officielles	133 872,0	167 525,3	157 846,4	158 733,0	153 249,2
Ajustement de champ	135 448,7	140 737,3	151 387,8	134 916,1	143 762,3
<i>dont réexportation</i>	114 641,4	121 921,7	131 631,4	114 171,8	121 980,9
Mouvements d'entrepôts	-	-	-	-	-
Exportations totales ajustées	269 320,7	308 262,6	309 234,2	293 649,1	297 011,5

Source : INSAE-BCEAO

La structure des exportations officielles du Bénin a légèrement varié d'une année à l'autre, mais reste caractérisée par la prépondérance des produits du coton, dont l'importance est en baisse depuis 2003, passant de 74,3% à 72,0% en 2004 avant de se situer à 63,3% en 2005, sous les effets conjugués de la chute des cours du coton et des dysfonctionnements de la filière.

Tableau 7 : Structure des exportations par principaux produits de 2001 à 2005

(en %)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Produits du coton	71,7	59,9	74,3	72,0	63,3
-Fibres de coton	67,1	55,7	70,2	69,4	58,9
-Graines de coton	2,4	1,3	0,9	0,1	0,6
-Tourteaux de coton	1,9	2,1	2,5	1,9	1,2
Produits du palmier	0,0	0,1	1,1	0,7	0,2
-Huile de palme	0,0	0,1	1,1	0,5	0,2
-Huile de palmiste					
-Tourteaux de palmistes	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Autres produits	28,3	40,1	24,6	27,2	36,5
dont :					
- Viandes et abats comestibles	4,9	13,9	0,0	0,0	0,0
- Graines et fruits oléagineux*	1,5	0,7	2,5	1,9	1,6
- Noix d'anacarde	6,1	7,1	5,2	5,5	6,9
- Crustacés	1,3	1,3	0,7	0,2	0,4
- Tabacs et cigarettes	1,2	1,5	3,6	6,5	6,7
- Boissons	0,6	0,7	0,3	0,1	0,1
- Bois et ouvrages en bois	1,7	3,0	1,7	1,3	1,8
- Métaux précieux	5,6	5,5	2,0	0,2	2,4
TOTAL (statistiques officielles)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSAE

* Graines de karité et amandes de palmistes.

La forte baisse des exportations de coton observée en 2005, est essentiellement liée à la chute des cours du fibre, le Bénin ayant enregistré au cours de cette campagne, une production record de 427 000 tonnes. En effet, les ventes à l'étranger de coton fibre ressortent à 90.262,0 millions de FCFA contre 110.117,0 millions de FCFA en 2004, soit une baisse de 18,1%, pour des quantités produites en nette progression (25,6% correspondant à 163.797 tonnes contre 130.403 tonnes).

Encadré n°4 : Les réformes de la filière coton au Bénin

Les réformes de la filière coton au Bénin ont été enclenchées depuis 1992 par la libéralisation de l'approvisionnement en intrants agricoles et de leur distribution aux producteurs. Ainsi, la fourniture des intrants agricoles est assurée par le secteur privé après une procédure d'appel d'offres. Des usines privées et la SONAPRA (société d'Etat chargée de la promotion des produits agricoles) se partagent l'égrenage du coton graine récolté. Ce processus de libéralisation s'est poursuivi avec le transfert de compétences en matière de commercialisation primaire du coton graine et de gestion des intrants aux groupements villageois. A cet effet, un cadre réglementaire et institutionnel de négociation avait été mis en place pour créer les conditions d'une gestion interprofessionnelle de la filière. Dans ce sens, plusieurs structures ont été créées à savoir l'Association Interprofessionnelle du Coton (AIC), le Groupement Professionnel des Distributeurs d'Intrants Agricoles (GPDIA), la Fédération de l'Union des Producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin), la Coopérative d'Approvisionnement et de Gestion des Intrants Agricoles (CAGIA), l'Association Professionnelle des Egreneurs du Bénin (APEB) et la Centrale de Sécurisation des Paiements et de Recouvrement (CSPR), etc.

En dépit de toutes ces mesures, la filière a connu au cours des quatre dernières années (2002 à 2005), de graves dysfonctionnements liés entre autres aux dissidences au sein des familles professionnelles. Les difficultés de la filière se sont accrues et concernent notamment l'absence de coordination entre les multiples entités issues de l'éclatement de l'ensemble des structures officielles, la baisse des cours internationaux de la fibre, la couverture du déficit prévisionnel de la filière et les impayés de la Centrale de Sécurisation des Paiements et de Recouvrement (CSPR).

Dans ce contexte, la campagne cotonnière 2005-2006 a enregistré une baisse importante (près de 50%) de la production liée non seulement aux conditions défavorables de la pluviométrie mais également, à l'accumulation d'arriérés de paiement auprès de tous les acteurs, notamment les producteurs qui ont marqué une désaffection vis-à-vis de la filière.

Pour restaurer l'ordre et la discipline dans le fonctionnement de la filière, le gouvernement a pris les 18 et 22 mai 2006, une série de quatre (04) décrets pour la réorganiser. En application de ces décrets, il a été procédé en juin 2006 à l'installation du Conseil National des Producteurs de Coton (CNPC), du Conseil National des Egreneurs de Coton (CNEC) et du Conseil National des Importateurs et Distributeurs d'Intrants Coton (CNIDIC). De même, les Statuts et Règlement Intérieur de l'AIC et de la CSPR ont été modifiés pour se conformer aux nouveaux textes. De nouveaux dirigeants ont été élus pour l'AIC et la CSPR au cours du mois d'août 2006.

Source : BCEAO

En outre, il est également noté un repli des exportations des produits du palmier et une nette progression des « autres produits » (29,5%), en liaison avec l'accroissement des exportations des produits de bois et ouvrage en bois et des noix de cajou. L'évolution des exportations en volume et en valeur entre 2004 et 2005 se présente comme suit :

Tableau n° 8 : Exportations FOB par grands groupes de produits en 2004 et 2005 (Volumes et Valeurs)

	Quantité (tonnes)		Variation (%)	valeur en millions FCFA		Variation (%)
	2004	2005		2004	2005	
PRODUITS DU COTON	194 388,3	250 845,5	29,0	114 350,7	97 077,6	-15,1
- Fibres de coton	130 403,5	163 797,0	25,6	110 177,1	90 261,7	-18,1
- Graines de Coton	3 587,3	23 010,7	541,4	196,0	912,5	365,6
- tourteaux de coton	58 123,5	55 032,7	-5,3	3 082,5	1 847,1	-40,1
- Huile de coton	2 274,0	9 005,1	296,0	895,1	4 056,3	353,2
PRODUITS DU PALMIER	2 928,0	556,8	-81,0	1 177,9	230,4	-80,4
- Huile de palme	2 755,0	556,8	-79,8	777,9	230,4	-70,4
- Huile de palmiste	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
- Tourteaux de palmistes	173,0	0,0	-	400,0	0,0	-
AUTRES PRODUITS	282 142,2	300 997,7	6,7	43 204,4	55 941,2	29,5
dont :						
- Viandes et abats comestibles	109,0	0,0		55,3	0,0	
- Graines et fruits oléagineux*	21 453,6	17 116,0	-20,2	3 052,0	2 409,0	-21,1
- Noix d'anacarde	36 561,3	42 871,8	17,3	8 776,0	10 524,1	19,9
- Crustacés	150,7	175,1	16,2	329,9	646,7	96,0
- Tabacs et cigarettes	1 596,5	1 584,3	-0,8	10 275,2	10 300,7	0,2
- Boissons	432,7	742,9	71,7	131,1	155,4	18,5
- Bois et ouvrages en bois	20 093,5	20 515,1	2,1	2 022,1	2 727,4	34,9
- Métaux précieux	0,4	3,7	825,0	380,5	3 720,9	877,9
TOTAL (statistiques officielles)	479 458,5	552 400,0	15,2	158 733,0	153 249,2	-3,5

Source : INSAE

* Graines de karité et amandes de palmistes.

Dans ce registre, il faut souligner les évolutions contrastées des autres produits du coton, notamment, le repli marqué par les exportations de tourteaux de coton et l'accroissement de celles des graines et d'huile de coton, en relation avec le niveau record de la production du coton et un approvisionnement suffisant des unités de transformations locales.

S'agissant des produits du palmier, les ventes extérieures ont drastiquement chuté en 2005, passant de 7.748,0 tonnes en 2003 à 2.928,0 tonnes en 2004 puis à 556,8 tonnes en 2005 pour des recettes s'établissant respectivement à 1.692,0 en 2003, 1.177,9 en 2004 et 230,0 millions de FCFA, en 2005. Cette situation serait essentiellement due aux difficultés de l'une des usines de transformation.

Quant aux autres produits exportés, ils connaissent tous une progression aussi bien en quantité qu'en valeur, à l'exception des produits de tabacs et de cigarettes qui ont quasiment stagné et des graines et fruits oléagineux qui ont diminué de 21,1%. En volume, cet accroissement concerne essentiellement les boissons (71,7%), les noix d'anacarde (+17,3%), les crustacées (16,2%) et dans une moindre mesure les produits du bois (+2,1%). En valeur, les exportations les plus importantes, notamment, celles de noix d'anacarde et de bois, ressortent respectivement à 10.524,1 millions FCFA et 2.727,4 millions de FCFA contre 8.776,0 millions de FCFA et 2.022,1 millions de FCFA en 2004.

Tableau n°9 : Evolution des exportations par principaux produits de 2001 à 2005

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Produits du coton	96 000,2	100 278,6	117 251,1	114 350,7	97 077,6
- Fibres de coton	89 807,1	93 362,6	110 856,3	110 177,1	90 261,7
- Graines de coton	3 271,9	2 163,1	1 359,8	196,0	912,5
- Tourteaux de coton	2 480,4	3 582,0	3 885,7	3 082,5	1 847,1
- Huile de coton	440,9	1 170,9	1 149,3	895,1	4 056,3
Produits du palmier	19,1	101,4	1 692,0	1 177,9	230,4
- Huile de palme	11,5	101,4	1 681,7	777,9	230,4
- Huile de palmiste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Tourteaux de palmistes	7,6	0,0	10,4	400,0	0,0
Autres produits	37 852,7	67 145,3	38 903,3	43 204,4	55 941,2
dont:					
- Viandes et abats comestibles	6 615,8	23 241,6	0,0	55,3	0,0
- Graines et fruits oléagineux*	1 985,6	1 204,0	3 903,7	3 052,0	2 409,0
- Noix d'anacarde	8 171,6	11 946,2	8 198,7	8 776,0	10 524,1
- Crustacés	1 753,9	2 151,6	1 082,6	329,9	646,7
- Tabacs et cigarettes	1 652,4	2 485,7	5 697,8	10 275,2	10 300,7
- Boissons	755,6	1 228,1	409,7	131,1	155,4
- Bois et ouvrages en bois	2 288,1	4 972,8	2 683,3	2 022,1	2 727,4
- Métaux précieux	7 498,9	9 273,1	3 160,8	380,5	3 720,9
TOTAL (statistiques officielles)	133 872,0	167 525,3	157 846,4	158 733,0	153 249,2

Source : INSAE

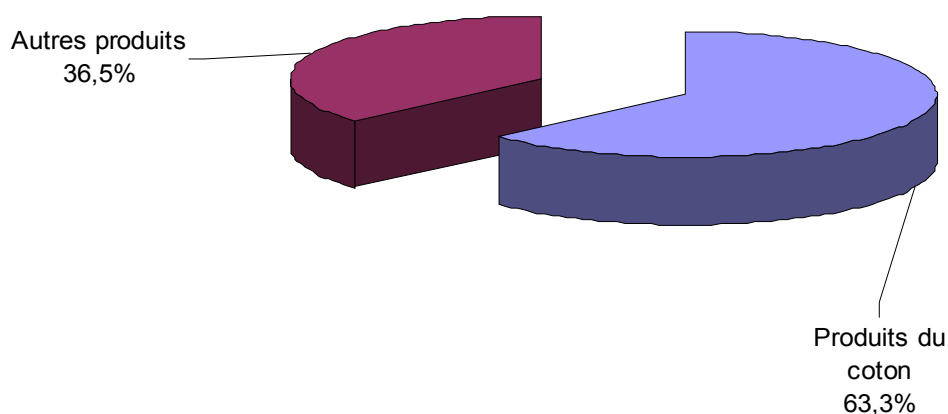
* Graines de karité et amandes de palmistes.

Le solde nul des exportations de viandes et abats comestibles observé depuis 2003 est imputable aux mesures prohibitives prises par le Nigéria qui interdit réexportation de ce produit vers ton territoire. Ainsi, une fois importé, le produit est mise en consommation et réexporté vers le Nigeria par le canal informel.

2.1.1.2 - La structure des exportations de marchandises

Elle reste dominée par le coton en tant que principale culture de rente. Les exportations des produits du coton ont représenté 63,3% de l'ensemble des exportations contre 72,0% en 2004, marquant ainsi un recul de 8,7% au profit des « autres produits » dont la part s'est accrue de 9,3 points de pourcentage en passant de 27,26% à 36,5% d'une année à l'autre.

Graphique n° 2 : Structure des exportations par groupe de produits

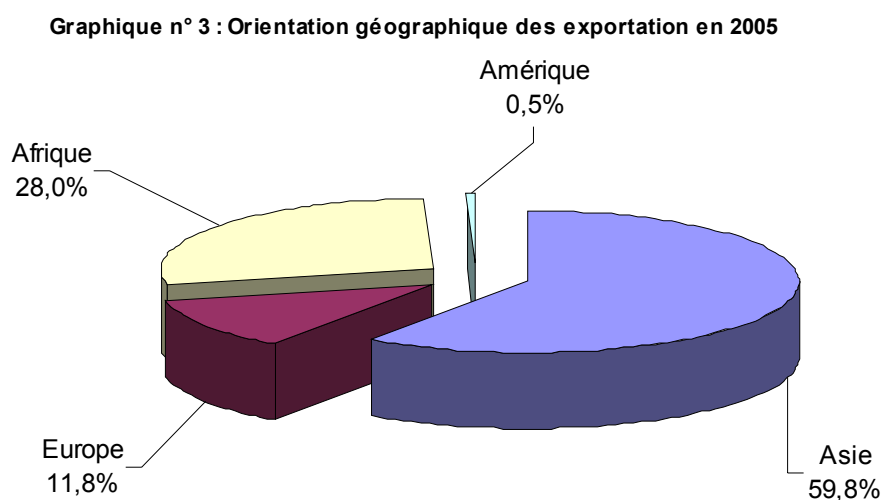


La progression des « autres produits » résulte essentiellement de la hausse des exportations des produits de bois (+34,9%) et des noix de cajou (+19,9%), dont la commercialisation a pu bénéficier d'une meilleure organisation, à la suite des politiques de diversification initiées ces dernières années. Par ailleurs, la reprise des activités d'exportations de crevettes congelées à la suite de la levée de l'interdiction pour raisons de respect des normes est sans doute à l'origine de cette évolution

Par contre, certains facteurs comme les difficultés d'exportations vers l'UEMOA, des produits de tabacs ont contribué à limiter l'effet de la progression des exportations attendue en 2005.

2.1.1.3 – La répartition géographique des exportations

En 2005, la répartition des exportations du Bénin a subi quelques modifications. L'Asie reste la destination privilégiée des exportations béninoises avec 59,8% de part de marché après avoir perdu 3,9 points de pourcentage, au profit de l'Europe et de l'Afrique qui en ont gagné respectivement 3,1 et 0,9. Nonobstant cette situation, l'élan observé dans le positionnement de la Chine, s'est poursuivi avec une part de marché ressortie à 36,2% contre 31,2% en 2004. L'Europe détient 11,8 % des parts de marché en 2005 contre 8,7% en 2004 et est positionnée comme 3^{ème} partenaire commercial du Bénin après l'Afrique avec 28,0% de parts de marché.



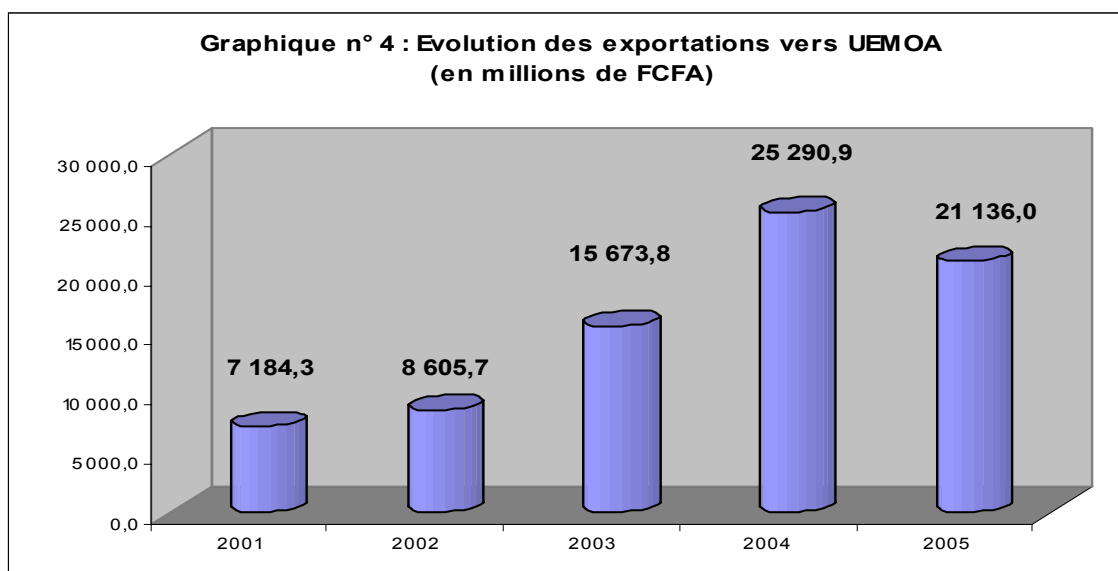
Le détail des exportations par grandes destinations se résume comme ci-après :

Tableau n° 10 : Répartition géographique des exportations du Bénin en 2004 et 2005

	2004	2005	2004	2005
	en millions de FCFA		Part relative (%)	
ASIE dont :	101 050,9	91 568,0	63,7	59,8
. Chine	49 522,6	55 400,0	31,2	36,2
. Taïwan	756,2	1 960,0	0,5	1,3
. Vietnam	0,0	0,0	0,0	0,0
. Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0
. Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0
. Bangladesh	0,0	0,0	0,0	0,0
. Thaïlande	7 558,2	5 591,0	4,8	3,6
. Inde	11 671,4	10 584,0	7,4	6,9
EUROPE	13 821,3	18 029,0	8,7	11,8
- Union Européenne dont	12 717,7	15 295,0	8,0	10,0
- Belgique	294,4	822,0	0,2	0,5
. France	1 903,0	4 478,0	1,2	2,9
. Allemagne	795,1	1 212,0	0,5	0,8
. Espagne	0,0	2 284,0	0,0	1,5
-Portugal			0,0	0,0
-Pays bas		183,0		
. Italie	1 934,6	2 253,0	1,2	1,5
Autres pays d'Europe	1 103,6	2 734,0	0,7	1,8
AFRIQUE	42 938,7	42 846,0	27,1	28,0
- UEMOA dont :	25 290,9	21 136,0	15,9	13,8
. Burkina	2 310,7	1 155,0	1,5	0,8
. Côte d'Ivoire	590,5	2 369,0	0,4	1,5
. Niger	9 446,2	8 048,0	6,0	5,3
. Mali	3 880,5	4 052,0	2,4	2,6
-Sénégal	1 401,5	224,0	0,9	0,1
. Togo	7 661,6	5 284,0	4,8	3,4
- Ghana	1 816,5	2 895,0	1,1	1,9
- Nigéria	7 231,1	8 812,0	4,6	5,8
- Afrique du Sud	1 944,8	1 395,0	1,2	0,9
AMERIQUE dont :	777,2	740,0	0,5	0,5
. USA	151,9	66,0	0,1	0,0
. Canada	1,2	2,0	0,0	0,0
. Brésil		0,0	0,0	0,0
. Colombie			0,0	0,0
AUTRES PAYS	6,2	65,0	0,0	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	158 594,3	153 248,0	100,0	100,0

Source : INSAE

S'agissant des exportations du Bénin à destination des pays de l'UEMOA, la progression observée depuis 2002 s'est inversée. Elles ne représentent plus que 13,8% de l'ensemble des exportations officielles contre 15,9% en 2004. En valeur, les exportations de biens vers l'Union, s'établissent à 21.136,0 millions de FCFA en 2005 contre 25.290,9 millions de FCFA en 2004, soit une baisse de 16,4%. Cette évolution est le résultat de transactions moins importantes vers le Togo, le Burkina Faso et le Niger. Les changements les plus significatifs ont été observés au niveau des flux en direction du Burkina Faso (-50%) et le Togo (-31%) et dans une moindre mesure le Niger (-14,8%). Toutefois le Niger, le Togo et le Mali représentent les trois principales destinations avec 80,2% des exportations de la sous-région.



Les principaux produits expédiés vers ces destinations sont les cigarettes, le ciment, les matériaux de construction (fers et produits en acier).

Tableau n° 11 : Exportations vers les pays de l'UEMOA

(Montant millions FCFA)

PAYS		2001	2002	2003	2004	2005
TOGO	montant	1 810,3	2 876,4	7 206,2	7 661,6	5 284,0
	%	25,2	33,4	46,0	30,3	25,0
BURKINA	montant	716,8	773,3	1 253,0	2 310,7	1 155,0
	%	10,0	9,0	8,0	9,1	5,5
COTE D'IVOIRE	montant	542,3	802,0	793,5	590,5	2 369,0
	%	7,5	9,3	5,1	2,3	11,2
NIGER	montant	3 277,8	3 571,1	4 502,4	9 446,2	8 048,0
	%	45,6	41,5	28,7	37,4	38,1
SENEGAL	montant	764,0	541,4	1 684,0	1 401,5	224,0
	%	10,6	6,3	10,7	5,5	1,1
MALI	montant	73,0	41,5	234,7	3 880,5	4 052,0
	%	1,0	0,5	1,5	15,3	19,2
GUINEE BISSAU	montant	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
	%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL		7 184,3	8 605,7	15 673,8	25 291,0	21 136,0
Variation annuelle		-5%	20%	82%	61%	-16%

Source : INSAE

Pour ce qui concerne les exportations en direction de la CEDEAO, elles ont également reculé de 4,0%, en liaison avec le repli des transactions à destination de l'UEMOA, qui ne représente plus que 64,4% en 2005 contre 73,7% en 2004. Elles ressortent à 32.939,4 millions de FCFA contre 34.390,6 millions de FCFA en 2004. Les exportations officielles en direction du Nigéria se sont accrues de 2,2%, passant à 8.811,7 millions de FCFA contre 7.231,1 millions de FCFA en 2004. Elles correspondent à 26,7% du total des expéditions en direction de la Zone contre 21% une année plus tôt. Les produits de tabacs (30,7%), le ciment (18,4%) et l'huile de coton sont

les principaux produits exportés en direction de la CEDEAO. Ces produits sont retracés dans le tableau ci-après :

Tableau n° 12 : Evolution des principaux produits exportés vers la CEDEAO

PRODUITS	2004		2005	
	Valeur (millions de FCFA)	Proportion (%)	Valeur (millions de FCFA)	Proportion (%)
FARINES DE FROMENT (BL.) OU DE METEIL	82	0,2%	2 429	7,4%
AUTRES HUILES DE COTON ET FRACTIONS, NON CHIMIQUEMENT MODIFIEES	895	2,6%	4 056	12,3%
CIGARETTES CONTENANT DU TABAC	10 275	29,9%	10 144	30,7%
CIMENTS PORTLAND AUTRES QUE BLANCS	2 278	6,6%	3 108	9,4%
AUTRES CIMENTS HYDRAULIQUES, CARBUREACTEUR	3 930	11,4%	2 959	9,0%
TOILE DE COTON ECRU, 85 %, + 100 A 200 G/M2	172	0,5%	1 012	3,1%
OR NON MONETAIRE, Y. C. L'OR PLATINE, SOUS AUTRES FORMES BRUTES	1 741	5,1%	1 094	3,3%
	156	0,5%	1 219	3,7%
SOUS TOTAL	19 529	56,7%	26 022	78,8%
TOTAL EXPORT	34 414	100,0%	33 029	100,0%

Source : INSAE

Enfin, le ratio du service de la dette sur les exportations a baissé en 2005, en s'établissant à 8,6 % contre 10,0 % en 2004, en raison des allègements obtenus¹. L'évolution de ce ratio sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau n° 13 : Ratio du Service de la dette extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
1- Exportations totales de marchandises (en millions de FCFA)	273 775,7	312 134,6	314 337,2	300 366,0	305 022,0
2- Service de la dette (*)	33 775,0	42 562,0	38 162,0	30 165,0	26 234,0
Service dette /Exportations ajustées (%)	12,3	13,6	12,1	10,0	8,6

Source CAA

* Service de la dette extérieure = principal + intérêts dus

2.1.2 – Les importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont augmenté en 2005 (2,7%), ressortant à 456.620,0 millions de FCFA contre 444.829,0 millions de FCFA en 2005. Leur évolution sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau n° 14 : Evolution des Importations de biens

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Marchandises générales (FOB)	-405 244,0	-472 526,0	-475 729,0	-443 379,0	-455 397,0
<i>dont importations pour réexportation</i>	<i>-63 927,4</i>	<i>-86 012,2</i>	<i>-74 846,8</i>	<i>-72 618,8</i>	<i>-85 897,5</i>
Biens importés pour transformation	-	-	-	-	-
Réparations de biens	-143,0	-650,0	-122,0	-1 211,0	-1 222,0
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	-	0,0	-	-239,0	0,0
TOTAL IMPORTATIONS DES BIENS (FOB)	-405 387,0	-473 176,0	-475 851,0	-444 829,0	-456 619,0

Sources : INSAE

¹ Le Bénin a été déclaré éligible à l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) le 18 juillet 2000 et bénéficie à cet effet d'un allègement de sa dette extérieure. Au 31 décembre 2005, le montant total des allègements obtenus depuis 2000 se chiffre à 82,6 milliards de FCFA. (Source Caisse Autonome d'Amortissement -CAA)

2.1.2.1 – Les importations de marchandises générales

En 2005, selon les statistiques officielles du commerce extérieur (tableau n° 15), le volume des importations totales a augmenté de 13,5% correspondant à un tonnage de 2.353,2 milliers de tonnes contre 2.073,2 milliers de tonnes en 2004. En valeur, elles enregistrent une légère hausse de 0,6% en passant de 470.969,4 millions de FCFA à 473.980,1 millions de FCFA. Compte tenu des transactions non enregistrées estimées à 72.291,6 millions de FCFA, un ajustement a été opéré sur ces statistiques et le total des importations CAF est ressorti à 537.225,7 millions de FCFA représentant 23,4% du PIB contre 24,5% en 2004.

Tableau n° 15 : Importations CAF par grands groupes de produits en 2004 et 2005 (Volumes et Valeurs)

	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeur en millions FCFA		Variation (%)
	2004	2005		2004	2005	
PRODUITS ALIMENTAIRES	445 605,5	649 712,9	45,8	115 751,4	141 979,6	22,7
- Céréales	209 964,5	380 188,8	81,1	28 773,4	53 367,5	85,5
<i>dont Riz</i>	208 099,4	378 166,2	81,7	28 519,6	53 117,0	86,2
- Sucres et sucreries	25 756,5	31 727,5	23,2	4 166,5	5 507,0	32,2
- Boissons et tabacs	16 106,1	15 461,2	-4,0	10 077,0	9 070,1	-10,0
- Autres produits alimentaires	193 778,4	222 335,4	14,7	72 734,5	74 035,0	1,8
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	128 426,9	155 575,2	21,1	74 469,8	82 090,2	10,2
BIENS INTERMEDIAIRES	840 025,7	857 201,1	2,0	92 201,4	90 577,6	-1,8
- Produits chimiques	74 364,3	26 669,7	-64,1	21 070,5	12 116,7	-42,5
- Coton et articles en coton	51 381,4	74 584,4	45,2	30 268,9	41 725,9	37,9
	714 280,0	755 947,0	5,8	40 862,0	36 735,0	-10,1
PRODUITS ENERGETIQUES	411 291,5	276 442,2	-32,8	108 304,9	96 855,8	-10,6
- Produits pétroliers	409 096,0	276 236,7	-32,5	78 806,7	66 998,2	-15,0
- Energie électrique				28 947,3	29 774,1	2,9
- Autres produits énergétiques	2 195,5	205,5	-90,6	550,9	83,5	-84,8
BIENS D'EQUIPEMENT	38 746,6	34 668,0	-10,5	79 596,7	61 733,8	-22,4
- Machines et appareils	15 850,5	14 417,8	-9,0	56 328,8	39 235,0	-30,3
- Matériels de transport	22 896,1	20 250,2	-11,6	23 267,9	22 498,8	-3,3
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEUR	1 047,0	1 341,0	28,1	644,9	743,4	15,3
TOTAL (statistiques officielles CAF)	1 865 143,2	1 974 940,4	5,9	470 969,1	473 980,4	0,6

Source : INSAE

La progression des importations est observée au niveau de tous les compartiments à l'exception de celui des produits énergétiques et des biens d'équipements. La progression la plus importante a été notée au niveau des produits alimentaires (+22,7%), notamment les céréales (+85,5%) et les produits de sucrerie (+32,2%). L'explosion des importations de riz qui ont quasiment doublé, en ligne avec la crise alimentaire au Niger, explique entre autres cette situation. En effet, les importations de riz sont passées de 208.099,4 de tonnes à 378.166,2 tonnes correspondant à 53.117,0 millions de FCFA contre 28.519,6 millions de FCFA en 2004.

Tableau n° 16 : Evolution des importations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	89 807,0	120 119,6	124 912,1	115 751,4	141 979,6
Autres biens de consommation	78 502,4	96 564,1	83 297,0	74 469,8	82 090,2
Biens intermédiaires	120 180,3	126 285,6	111 272,1	92 201,7	90 577,6
Produits énergétiques	76 242,7	87 507,3	104 863,2	108 304,9	96 855,9
Biens d'équipement	74 955,2	71 079,3	89 691,9	79 596,7	61 733,8
Autres biens non classés ailleurs	1 046,4	890,9	918,3	644,9	743,0
Total statistiques officielles	440 734,0	502 446,8	514 954,7	470 969,4	473 980,1
Ajustement de valeur (classification)					
Ajustement de champ	40 845,5	57 798,3	49 678,4	53 890,0	63 245,6
<i>Commerce non enregistré</i>	47 854,0	61 842,8	59 496,2	61 900,3	72 291,6
<i>Importations postes diplomatiques</i>	-7 008,5	-4 044,5	-9 817,8	-8 010,3	-9 046,0
Mouvements d'entrepôts					
IMPORTATIONS TOTALES CAF	481 579,5	560 245,1	564 633,1	524 859,4	537 225,7
PIB à prix courants	1 832 100,0	1 956 900,0	2 067 400,0	2 144 700,0	2 298 700,0
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	26,3	28,6	27,3	24,5	23,4

Source : IINSAE

S'agissant de la diminution des importations de produits énergétiques, les produits pétroliers constituent le compartiment le plus touché par ce recul avec une baisse de volume de 32,5%. En valeur, la baisse n'est que de 15%, en raison de l'atténuation du repli des importations en volume par la hausse des cours de l'or noir sur le marché international. On note ainsi, une baisse de 15,0% pour 32,5% de baisse en volume.

Encadré n° 5 : Evolution du cours du Pétrole

Le prix du pétrole brut est passé de moins 40 dollars EU le baril en 2004 à un niveau record de 70,85 dollars EU le baril en août 2005. Alors qu'en décembre 2005 le prix du pétrole a légèrement baissé, il est reparti de nouveau à la hausse au début de l'année 2006 et a même passé la barre des 70 dollars EU le baril au mois d'avril. C'est le niveau le plus élevé jamais atteint par le brut en termes réels, abstraction faite du choc pétrolier de 1979. Ce niveau élevé des cours du pétrole s'explique en grande partie par la demande de pétrole de la part de l'Asie de l'est, spécialement de la Chine. La demande chinoise a connu une hausse de 15,4 pour cent en 2004, alors que la demande mondiale de pétrole ne s'est accrue que de 3,8 pour cent. Aucun indice ne permet d'envisager une baisse de la demande chinoise qui a augmenté de 2,5 pour cent en 2005 selon les observateurs ; lesquels la situent à 5,6 pour cent pour 2006.

Alors que la hausse du cours du pétrole représente une manne pour les pays producteurs, elle constitue plutôt un épineux problème pour les pays importateurs de pétrole, puisqu'elle est susceptible de ralentir leurs récents progrès économiques et de les amener à prendre des mesures d'austérité budgétaire. A titre d'exemple, si le cours du pétrole devait rester à son niveau de 2005 plutôt qu'à celui de 2002, l'allègement de dette en valeur nominale de 14 des 19 pays africains très endettés importateurs de pétrole aurait été inférieur à la hausse de leur facture pétrolière.

Même si plusieurs pays importateurs de pétrole ont enregistré un taux de croissance confortable de 5 pour cent par an, pour avoir profité de la hausse des prix des produits de base, leur taux de croissance aurait été supérieur si le cours du pétrole était resté autour de 25 dollars EU le baril.

Source : La flambée des prix du pétrole et l'économie africaine- BAD, 2006

L'évolution des importations au cours des cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau n° 17 : Evolution des principaux produits importés de 2001 à 2005

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	89 807,0	120 119,6	124 912,1	115 751,4	141 979,6
- Céréales	13 730,1	18 624,5	24 293,5	28 773,4	53 367,5
- Sucres et sucreries	2 445,4	3 801,4	6 561,7	4 166,5	5 505,0
- Boissons et tabacs	5 474,1	8 107,6	9 728,5	10 077,0	9 070,1
- Autres produits alimentaires	68 157,4	89 586,0	84 328,4	72 734,5	74 035,0
Autres biens de consommation	78 502,4	96 564,1	83 297,0	74 469,8	82 090,2
Biens intermédiaires	120 180,3	126 285,6	111 272,1	92 201,4	90 577,6
- Produits chimiques	24 272,3	36 760,1	25 225,6	21 070,5	12 116,7
- Coton et articles en coton	30 838,0	33 531,8	28 411,9	30 268,9	41 725,9
- Autres biens intermédiaires	65 070,0	55 993,7	57 634,5	40 862,0	36 735,0
Produits énergétiques	76 242,7	87 507,3	104 863,2	108 304,9	96 855,8
- Produits pétroliers	57 244,6	63 321,9	75 115,2	78 806,7	66 998,2
- Energie électrique	18 748,9	23 602,8	27 964,5	28 947,3	29 774,1
- Autres produits énergétiques	249,2	582,6	1 783,5	550,9	83,5
Biens d'équipement	74 955,2	71 079,3	89 691,9	79 596,7	61 733,8
- Machines et appareils	50 794,4	42 029,3	62 288,3	56 328,8	39 235,0
- Matériels de transport	24 160,8	29 050,0	27 403,7	23 267,9	22 498,8
Autres biens non classés ailleurs	1 046,4	890,9	918,3	644,9	743,4
TOTAL (statistiques officielles)	440 734,0	502 446,8	514 954,7	470 969,1	473 980,4

Source : INSAE

2.1.2.2. – La structure des importations de marchandises

La structure des importations officielles du Bénin, tout en demeurant la même, a subi quelques modifications avec l'accroissement exceptionnel des produits alimentaires et le repli des produits énergétiques qui maintiennent un profil à la hausse depuis l'année 2001. En 2005, les produits énergétiques ont représenté 22,0% du total des importations du Bénin contre 23,0% l'année précédente.

Tableau n° 18 : Structure des importations par principaux produits de 2001 à 2005

(en%)

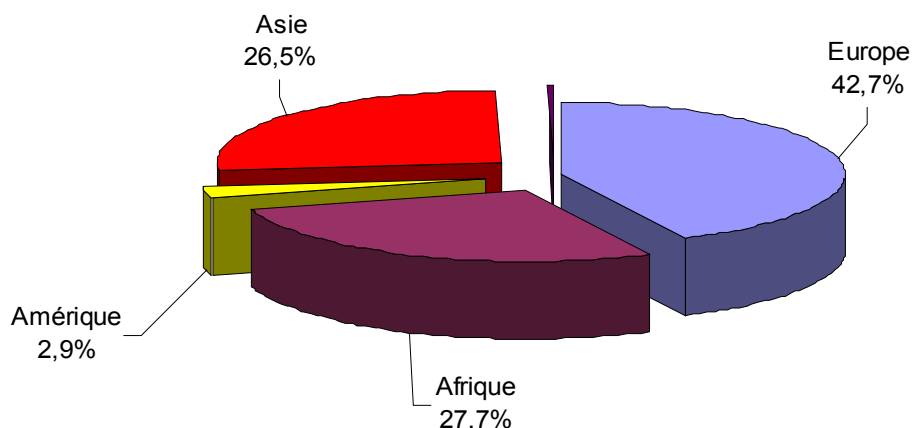
RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	20,4	23,9	24,3	24,6	32,3
-Céréales	3,1	3,7	4,7	6,1	12,1
- Sucres et sucreries	0,6	0,8	1,3	0,9	1,3
- Boissons et tabacs	1,2	1,6	1,9	2,1	2,1
- Autres produits alimentaires	15,5	17,8	16,4	15,5	16,8
Autres biens de consommation	17,8	19,2	16,2	15,8	18,7
Biens intermédiaires	27,3	25,1	21,6	19,4	12,9
- Produits chimiques	5,5	7,3	4,9	4,5	0,6
- Autres biens intermédiaires	14,8	11,1	11,2	10,2	9,5
Produits énergétiques	17,3	17,4	20,4	23,0	22,0
-Produits pétroliers	13,0	12,6	14,6	16,8	15,2
-Energie électrique	4,3	4,7	5,4	6,2	6,8
-Autres produits énergétiques	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0
Biens d'équipement	17,0	14,1	17,4	16,9	14,0
- Machines et appareils	11,5	8,4	12,1	12,0	8,9
-Matériels de transport	5,5	5,8	5,3	5,0	5,1
Autres biens non classés ailleurs	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
TOTAL (statistiques officielles)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSAE

2.1.2.3 – La répartition géographique des importations

Sur le plan géographique, l'Union Européenne demeure le principal partenaire avec 42,7% des marchandises achetées par le Bénin en 2005 contre 46,3% l'année précédente. La France, bien qu'enregistrant pour la seconde année consécutive une perte de parts de marché (-3,4%), conserve son rang de leader en maintenant sa part à 18,4% contre 21,8% une année auparavant.

Graphique n° 5 : Répartition géographique des importations en 2005



Sur le continent africain, les principaux fournisseurs du Bénin demeurent le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Nigeria avec respectivement 7,2%, 6,9%, 5,7% et 3,0% des importations globales en 2005 contre 7,2%, 7,0%, 4,5% et 4,0% en 2004.

S'agissant plus particulièrement des importations en provenance de l'UEMOA, elles se sont accrues à un rythme moins soutenu par rapport à 2004, enregistrant une hausse de progression de 0,6% contre 16,0% l'année précédente. Elles se sont ainsi établies à 64.075,0 millions de FCFA en 2005 contre 63.688,2 millions de F.CFA en 2004. La Côte d'Ivoire (51,4%) et le Togo (41,8%) sont les deux principaux fournisseurs du Bénin avec 93,2% de parts de marché.

Tableau n° 19 : Importations en provenance des pays de l'UEMOA

		(Montant millions FCFA)				
PAYS		2001	2002	2003	2004	2005
TOGO	montant	27 393,3	24 912,2	20 628,5	21 008,2	26 796,0
	%	45,7	36,6	37,5	33,0	41,8
BURKINA	montant	38,6	27,6	219,6	49,3	137,0
	%	0,1	0,0	0,4	0,1	0,2
COTE D'IVOIRE	montant	23 907,3	28 207,5	27 604,1	32 903,6	32 921,0
	%	39,9	41,4	50,2	51,7	51,4
GUINEE BISSAU	montant	0,0	0,0	0,0	3,6	0,0
	%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGER	montant	9,2	0,1	76,0	115,4	196,0
	%	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3
SENEGAL	montant	8 565,0	14 980,7	6 415,1	9 548,3	4 021,0
	%	14,3	22,0	11,7	15,0	6,3
MALI	montant	17,5	0,6	80,3	59,8	4,0
	%	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
TOTAL		59 930,9	68 128,7	55 023,6	63 688,2	64 075,0
Variation annuelle		21%	14%	-19%	16%	1%

Source : INSAE

Quant à l'Asie, sa part dans les importations a augmenté en 2005, passant de 19,7% à 26,5%.

Par contre, l'Amérique a perdu 0,6 point de pourcentage de parts de marché par rapport à l'année 2004.

Tableau 20 : Orientation géographique des importations en 2004 et 2005

	2004	2005	2004	2005
	en millions de FCFA		part relative (%)	
EUROPE	218 141,2	202 562,0	46,3	42,7
- Union Européenne dont :	202 727,1	182 386,0	43,1	38,5
- Belgique	22 940,3	21 182,0	4,9	4,5
. France	102 527,4	87 259,0	21,8	18,4
. Allemagne	8 142,8	9 584,0	1,7	2,0
. Pays Bas	13 780,4	14 515,0	2,9	3,1
. Espagne	12 395,0	8 212,0	2,6	1,7
. Italie	7 587,4	5 684,0	1,6	1,2
Autres pays d'Europe	15 414,1	20 176,0	3,3	4,3
AFRIQUE	142 692,9	131 454,0	30,3	27,7
- JEMOA dont :	63 688,3	64 075,0	13,5	13,5
. Côte d'Ivoire	32 903,6	32 921,0	7,0	6,9
. Sénégal	9 548,3	4 021,0	2,0	0,8
. Burkina Faso	49,3	137,0	0,0	0,0
. Togo	21 008,2	26 796,0	4,5	5,7
- Ghana	33 673,3	33 940,0	7,2	7,2
- Nigéria	18 928,3	14 122,0	4,0	3,0
- Afrique du Sud	10 400,1	3 331,0	2,2	0,7
AMERIQUE dont :	16 418,3	13 808,0	3,5	2,9
. USA	9 613,7	5 148,0	2,0	1,1
. Canada	1 711,9	858,0	0,4	0,2
. Brésil		5 185,0	0,0	1,1
ASIE dont :	92 949,0	125 448,0	19,7	26,5
. Chine	31 379,2	41 694,0	6,7	8,8
. Taïwan	513,1	1 736,0	0,1	0,4
. Japon	7 282,9	10 747,0	1,5	2,3
. Hong-kong			0,0	0,0
. Inde	4 859,7	7 455,0	1,0	1,6
. Thaïlande	19 744,5	31 528,0	4,2	6,7
. Indonésie			0,0	0,0
. Corée			0,0	0,0
AUTRES PAYS	569,4	709,0	0,1	0,1
TOTAL (Statistiques officielles CAF)	470 770,8	473 981,0	100,0	100,0

Source : INSAE

2.2 – L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

En 2005, le solde déficitaire de la balance des services s'est détérioré, s'établissant à 45.000,0 millions de FCFA contre 37.784,0 millions de FCFA en 2004. Cette situation est imputable à l'aggravation des déficits des transports et des autres services conjuguée à la baisse de l'excédent du poste « voyages ».

Tableau 21 : Evolution du Solde de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
- Transports	-78 023,0	-89 682,0	-90 820,0	-73 763,0	-74 599,0
- Voyages	49 328,0	51 068,0	49 521,0	44 483,0	40 345,0
- Autres	-4 120,0	-858,0	-6 133,0	-8 504,0	-10 746,0
TOTAL DES SERVICES	-32 815,0	-39 472,0	-47 432,0	-37 784,0	-45 000,0

Source : BCEAO

2.2.1 - Les transports

Le solde déficitaire du poste « transports » accuse une légère hausse de 1,1% et passe de 73.763,0 millions de FCFA à 74.599,0 millions de FCFA entre 2004 et 2005, en raison de la hausse modérée des dépenses d'expédition en liaison avec celle des importations de marchandises.

Tableau 22 : Evolution des Transports

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
Transports	-78 023,0	-89 682,0	-90 820,0	-73 763,0	-74 599,0
- Passagers	-22 168,0	-19 321,0	-17 534,0	-14 326,0	-14 750,0
- Fret	-56 251,0	-72 633,0	-74 770,0	-67 518,0	-67 743,0
- Autres	396,0	2 272,0	1 484,0	8 081,0	7 894,0
FRET/ IMPORTATIONS CAF (%)	12,8	14,5	-14,5	-14,3	-14,3

Source : BCEAO

Au cours de la même période, inversant la tendance observée depuis 2001, le solde déficitaire de la rubrique « *passagers* » a enregistré une dégradation à peine perceptible, en passant de 14.326,0 millions de FCFA à 14.750,0 millions de FCFA en 2004. Quant à la rubrique « *Autres* », il affiche de nouveau, un excédent de 7.894,0 millions de FCFA, en retrait de 2,3% par rapport à 2004.

2.2.2 - Les voyages

L'excédent du poste "voyages" est passé de 47.207,0 millions de FCFA en 2004 à 40.345,0 millions en 2005 enregistrant ainsi un repli de 14,5 %, imputable principalement au recul des voyages effectués à titre personnel.

Tableau n° 23 : Evolution des voyages

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
VOYAGES	49 328,0	51 068,0	49 521,0	47 207,0	40 345,0
- à titre professionnel	12 658,0	15 372,0	13 363,0	15 018,0	14 679,0
- à titre personnel	36 670,0	35 696,0	36 158,0	32 189,0	25 666,0

Source : BCEAO

2.2.3 – Les autres services

En 2005, le solde déficitaire des «autres services» s'est légèrement dégradé principalement à la suite notamment, d'une aggravation du solde déficitaire des services de communication qui passe de 4.828,0 millions à 5.802,0 millions de FCFA

Tableau n° 24 : Evolution des autres services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
AUTRES SERVICES	-4 120,0	-4 906,0	-6 133,0	-8 504,0	-10 746,0
dont :					
- Services de Communication	950,0	686,0	-1 431,0	-4 828,0	-5 802,0
- Services de bâtiment et travaux publics	-1 550,0	34,0	0,0	458,0	-2,0
- Services d'assurance	-11 983,0	-14 083,0	-17 127,0	-13 260,0	-13 764,0
<i>dont Assurance / marchandises</i>	-11 276,9	-12 971,0	-13 161,0	-12 037,0	-12 088,0
- Services financiers	371,0	882,0	-1 430,0	-1 432,0	75,0
- Autres Services aux entreprises	3 704,0	9 419,0	15 962,0	11 075,0	10 019,0
- Services fournis ou reçus par les administrations publiques.	5 492,0	4 048,0	-305,0	-1 047,0	1 396,0

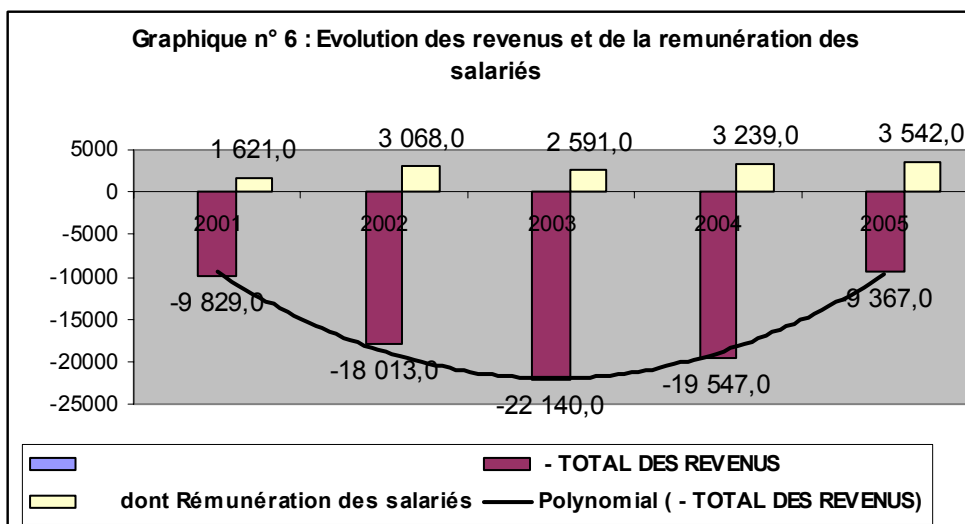
Source : BCEAO

2.3 – L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus se décomposent en deux postes : les rémunérations des salariés et les revenus d'investissement. En 2005, le déficit du solde des revenus s'est sensiblement amélioré en relation avec le net recul du solde débiteur des revenus des investissements, contribuant ainsi à réduire celui du compte de transactions courantes. Ce solde déficitaire s'établit à 9.367,0 millions de FCFA contre 19.547,0 millions de FCFA en 2004.

2.3.1 – Les revenus du travail

Confirmant la tendance observée en 2004, l'excédent des revenus du travail s'est à nouveau inscrit en légère hausse de 303,0 millions, passant de 3.239,0 millions de FCFA en 2004 à 3.542,0 millions de FCFA en 2005.



2.3.2 – Les revenus des investissements

Le solde débiteur des revenus des investissements s'est tassé et s'établit à 12.909,0 millions de FCFA en 2005 contre 22.786,0 millions de FCFA l'année précédente. Cette évolution est attribuable à toutes les rubriques. Le déficit des revenus des investissements directs passe de 6.698,0 à 4.926 millions de FCFA, du fait des bénéfices réinvestis, celui des investissements de portefeuille de 6.333,0 à 1.495,0 millions de FCFA et celui des autres investissements de 9.755,0 à 6.488,0 millions de FCFA, sous l'impact de la baisse des intérêts au titre de la dette publique extérieure.

Tableau n° 25 : Evolution des revenus des investissements

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
TOTAL REVENUS D'INVESTISSEMENTS	-11 450,0	-21 081,0	-24 731,0	-22 786,0	-12 909,0
. Investissements directs	207,0	-8 640,0	-12 534,0	-6 698,0	-4 926,0
dont bénéfices réinvestis	3 081,0	-4 240,0	-7 639,0	-3 473,0	-81,0
. Investissements de portefeuille	-2 649,0	-4 918,0	-1 897,0	-6 333,0	-1 495,0
dont intérêts sur titres d'Etat	872,5	681,4	517,3	0,0	0,0
. Autres investissements	-9 008,0	-7 523,0	-10 300,0	-9 755,0	-6 488,0
dont intérêts sur la dette extérieure	-11 100,0	-12 586,0	-11 292,0	-9 274,0	-8 294,0
Intérêts sur la dette extérieure/Total des revenus des investissements (%)	96,9	59,7	45,7	40,7	64,2

Source : BCEAO

2.4 –L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent des transferts courants s'est accru de 37.323,0 millions de FCFA en 2005, essentiellement sous l'effet conjugué de l'augmentation des flux aussi bien au niveau de l'Administration Publique que des autres secteurs. En effet, le niveau des mobilisations de ressources extérieures effectuées dans le cadre du programme économique avec les Institutions de Bretton Woods ainsi que les appuis des autres partenaires se sont accrus, confirmant le profil haussier observé en 2004. Quant aux autres secteurs, la forte amélioration (+27.514,0 millions) observée est due à une meilleure estimation des transferts des migrants avec la prise en compte des opérations de transferts rapides. Ainsi, le solde des transferts courants s'établit à 86.711,0 millions de FCFA, contre 49.388,0 millions de FCFA en 2004.

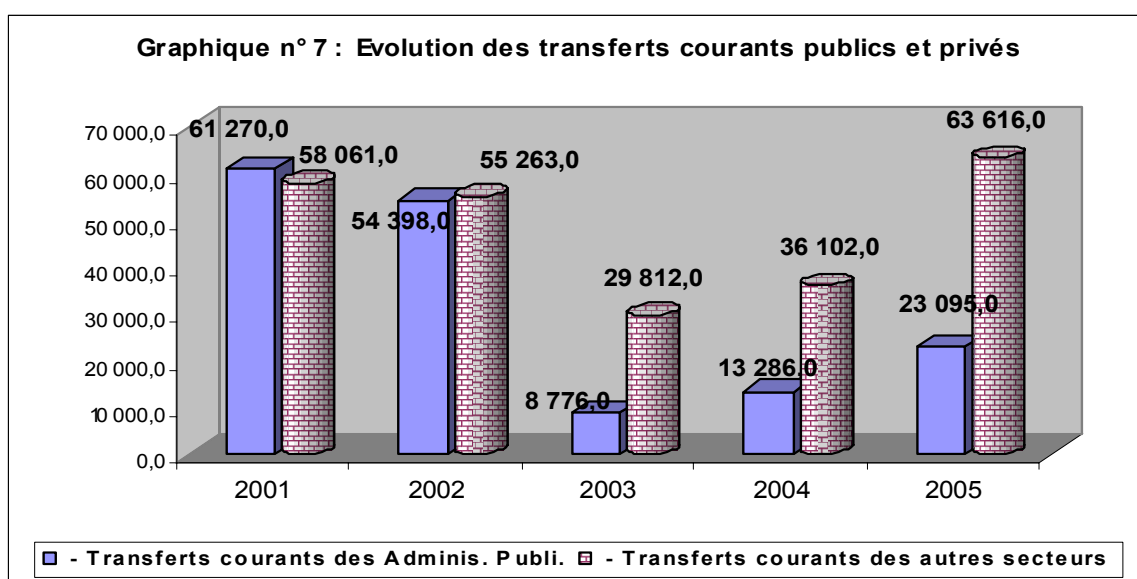


Tableau n° 26 : Evolution des transferts courants

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
- Transferts courants des Adminis. Publi.	61 270,0	54 398,0	8 776,0	13 286,0	23 095,0
- Transferts courants des autres secteurs	58 061,0	55 263,0	29 812,0	36 102,0	63 616,0
dont envois de fonds des travailleurs	51 695,0	45 117,0	26 493,0	27 072,0	56 248,0
TOTAL DES TRANSFERTS COURANTS	119 331,0	109 661,0	38 588,0	49 388,0	86 711,0

Source : BCEAO

3

COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

- *L'excédent du compte de capital s'est consolidé de 64,3 milliards de FCFA, en liaison avec l'accroissement des dons projets au Gouvernement ;*
- *Le compte financier s'est soldé par des entrées de capitaux s'élevant à 97,9 milliards contre 53,4 milliards en 2004.*

3.1 – LE COMPTE DE CAPITAL

Le solde des transferts de capital constitués essentiellement des remises de dettes et des dons pour le financement des investissements, s'est consolidé en 2005, dégagant un excédent de 64.293,0 millions de FCFA contre un niveau de 42.499,0 millions de FCFA en 2004, imputable à l'accroissement des dons projets reçus par le Bénin. Le quadruplement des dons en capital du secteur privé qui passent de 3.014,0 à 12.531 millions de FCFA est lié à une meilleure estimation de cette rubrique avec la prise en compte des opérations de transferts rapides.

Tableau 27 : Evolution des opérations en capital

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
- Transferts de capital	51 287,0	44 026,0	36 989,0	42 514,0	64 293,0
<i>Administration Publique</i>	47 388,0	40 246,0	35 600,0	39 500,0	51 762,0
. Remise de dette	15 679,0	17 794,0	16 953,0	15 251,0	12 043,0
. Autres transferts	31 709,0	22 452,0	18 639,0	24 249,0	39 719,0
<i>Autres secteurs</i>	3 899,0	3 780,0	1 389,0	3 014,0	12 531,0
- Acquisition et cession d'actifs non fin.	-2,0	0,0	-15,0	-15,0	0,0
TOTAL DES OPERATIONS EN CAPITAL	51 285,0	44 026,0	36 974,0	42 499,0	64 293,0

Source : BCEAO

3.2 – LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte des opérations financières qui regroupe les investissements directs, les investissements de portefeuille ainsi que les autres investissements, présente un solde excédentaire en hausse de 44.461,0 millions. Il ressort à 97.881,0 millions de FCFA contre 53.420,0 millions de FCFA un an plus tôt.

Tableau n° 28 : Evolution des opérations financières

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
- Investissements directs	30 460,0	8 474,0	25 815,0	34 420,0	28 182,0
- Investissements de portefeuille	-4 351,0	405,0	-953,0	-2 702,0	2 012,0
- Autres investissements	104 986,0	239,0	565,0	21 702,0	67 687,0
TOTAL DES OPERATIONS FINANCIERES	131 095,0	9 118,0	25 427,0	53 420,0	97 881,0

Source : BCEAO

3.2.1 – Les investissements directs

Les principales opérations enregistrées au niveau des investissements directs concernent les prises de participations par les étrangers dans le capital social des entreprises installées au Bénin, le réinvestissement des bénéfices réalisés, notamment au niveau des secteurs bancaire, pétrolier, de télécommunication, de la consignation, de l'assurance et du commerce. Il est noté d'importants flux de créances ou d'engagements vis-à-vis des investisseurs directs. Au total,

les entrées nettes des investissements directs sont passées de 34.420,0 millions en 2004 à 28.182,0 millions de FCFA en 2005, enregistrant ainsi une baisse de 18,1% d'une année à l'autre. Les résultats moins reluisants des entreprises consécutifs à la mauvaise tenue de la conjoncture ainsi que le comportement attentiste des investisseurs, du fait de l'incertitude politique liée à la tenue des élections présidentielles de mars 2006, pourraient expliquer cette évolution.

3.2.2 – Les investissements de portefeuille

Au cours de la même période, les investissements de portefeuille ont présenté un solde créditeur de 2.012,0 millions de FCFA contre un solde débiteur de 2.702,0 millions de FCFA en 2004.

3.2.3 – Les autres investissements

Les crédits commerciaux et les prêts et dépôts du secteur bancaire, de l'Administration publique et des autres secteurs qui forment les « autres investissements » ont enregistré en 2005, des entrées nettes de 67.687,0 millions contre 21.702,0 millions de FCFA en 2004. Cette forte progression est induite par l'importance des prêts programmes et projets dont a bénéficié l'Administration publique en 2005, ainsi qu'un accroissement des crédits fournisseurs obtenus par les entreprises, en liaison avec la morosité de la conjoncture économique.

3.2.4 – Le financement exceptionnel

Le financement exceptionnel affiche un solde créditeur de 12.043,0 millions de F CFA constitué exclusivement des remises de dettes. L'évolution de ce poste, sur la période 2001 à 2005, se présente comme suit :

Tableau n° 29 : Evolution du financement exceptionnel

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
1 - Remise de dettes	15 679,0	17 794,0	16 953,0	15 251,0	12 043,0
2 - Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Dette existante	-	-	-	-	-
. Arriérés	-	-	-	-	-
3 - Variation d'arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Accumulation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Remboursement d'arriérés	-	-	-	-	-
4- Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5 - Autres	22 244,0	499,0	1 534,0	0,0	0,0
. Tirages sur nouveaux emprunts	10 162,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Invest. liés à la réduction de la dette	12 082,0	499,0	1 534,0	0,0	0,0
. Divers	-	-	-	-	-
TOTAL FINANCEMENT EXCEPTIONNEL	37 923,0	18 293,0	18 487,0	15 251,0	12 043,0

Source : CAA

4

CAPITAUX MONÉTAIRES

Les capitaux monétaires traduisant l'incidence des transactions économiques sur les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, se sont soldés par un excédent de 49.182,0 millions de FCFA contre de 61.631,0 millions en 2004, en relation avec la nette progression des avoirs en devises au niveau de la Banque Centrale.

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions économiques sur les avoirs extérieurs nets totaux des institutions monétaires. En 2005, les transactions économiques se sont soldées par un excédent de 49.182,0 millions de FCFA des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires contre un déficit de 61.631,0 millions en 2004.

4.1 – L'EVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

4.1.1 - Les avoirs

L'évolution des avoirs est influencée par celle des avoirs en devises composés essentiellement de la position créditrice au titre des disponibilités extérieures qui, en 2005 se sont consolidés de 58.831 millions de FCFA ramenant les avoirs de réserve à 366.402,0 millions de FCFA contre 305.900,0 millions de FCFA en 2004.

4.1.2 – Les engagements

A l'opposé des avoirs, les engagements extérieurs de la Banque Centrale se sont repliés en 2005, passant de 55.824,0 millions de FCFA à 47.989,0 millions de FCFA, correspondant à une baisse de 7.835,0 millions de FCFA.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit :

Tableau n° 30 : Evolution des Avoirs et Engagements Extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
<u>AVOIRS</u>	<u>431 506,0</u>	<u>369 600,0</u>	<u>373 189,0</u>	<u>305 900,0</u>	<u>366 402,0</u>
. Position de réserve	2 047,0	2 020,0	1 784,0	1 744,0	3 373,0
. DTS détenus	278,0	108,0	353,0	53,0	95,0
. Avoirs en devises	429 181,0	367 472,0	371 052,0	304 103,0	362 934,0
<u>ENGAGEMENTS</u>	<u>61 223,0</u>	<u>53 863,0</u>	<u>52 172,0</u>	<u>55 824,0</u>	<u>47 989,0</u>
. Recours au crédit du FMI	57 182,0	49 742,0	40 130,0	33 511,0	29 357,0
. Banques et Institutions étrangères	2 972,0	3 856,0	11 660,0	13 437,0	5 989,0
. Engagements en monnaies étrangères					
. Autres dépôts étrangers					
. Transferts à exécuter	1 069,0	265,0	382,0	8 876,0	12 643,0
<u>AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)</u>	<u>370 283,0</u>	<u>315 737,0</u>	<u>321 017,0</u>	<u>250 076,0</u>	<u>318 413,0</u>
<i>Pour mémoire</i>					
Allocation de DTS	(8801,7)	(8685,8)	(7673,5)	(7500,3)	(7225)

Source : BCEAO

(1) Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets.

4.2 – L'EVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES

Pour sa part, la position extérieure des banques primaires est ressortie créditrice de 70.245,0 millions de FCFA contre 89.400,0 millions de FCFA en 2004. Cette dégradation de 19.155,0 millions est essentiellement due à un accroissement de leurs engagements extérieurs (+16.613 millions).

Tableau n° 31 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2 001	2 002	2 003	2004	2005
AVOIRS	177 970,0	181 149,0	164 918,0	172 959,0	170 417,0
- Banques	177 970,0	181 149,0	164 918,0	172 959,0	170 417,0
- Autres institutions monétaires (OPT)	-	-	-	-	-
ENGAGEMENTS	69 357,0	71 889,0	84 828,0	83 559,0	100 172,0
- Banques	69 357,0	71 889,0	84 828,0	83 559,0	100 172,0
- Autres institutions monétaires	-	-	-	-	-
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	108 613,0	109 260,0	80 090,0	89 400,0	70 245,0

Source : BCEAO

(1) Le signe - traduit une position extérieure débitrice et le signe (+), une position créditrice

4.3 – LA VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES INSTITUTIONS MONETAIRES

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont améliorés en 2005, ressortant excédentaires de 49.182,0 millions de FCFA contre un déficit de 61.631,0 millions une année auparavant. Cette performance correspond au solde global de la balance des paiements au titre de l'année 2005. Au cours de la période de 2001 à 2005, la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit :

Tableau n° 32 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
1. VARIATIONS DES AEN DU SECTEUR BANCAIRE	-19 598,0	-647,0	29 170,0	-9 310,0	19 155,0
2. VARIATIONS DES AEN DE LA BANQUE CENTRALE	-110 605,0	54 546,0	-5 280,0	70 941,0	-68 337,0
SOLDE MONETAIRE (1+2) (a)	-130 203,0	53 899,0	23 890,0	61 631,0	-49 182,0
CONTREPARTIE DE REEVALUATIONS (b)	1 000,0	636,0	5 073,0	734,0	99,0
SOLDE ECONOMIQUE (a+b)	-129 203,0	54 535,0	28 963,0	62 365,0	-49 083,0

Source : BCEAO

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive.

4.4- TABLEAU DE RECONCILIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Du fait de la prise en compte ou de l'élimination en balance des paiements de certains mouvements de capitaux alors qu'ils sont omis ou repris en statistiques monétaires, il existe un écart entre la variation des avoirs extérieurs nets issue de la balance des paiements et celle présentée par les statistiques monétaires. La correspondance entre ces deux séries statistiques est retracée comme suit :

Tableau n° 33 : Correspondance statistiques monétaires - Balance des Paiements

I - Avoirs et engagements des Banques	2 004	2 005	Variation 2005 / 2004
AVOIRS			
- Statistiques monétaires	160 182,0	157 766,0	-2 416,0
- Valeurs à l'encaissement non disponible: (-)	-2 219,0	-239,0	1 980,0
- Dépôts et cautionnement	1 369,0	1 586,0	217,0
- Débiteurs divers	4 726,0	4 907,0	181,0
- Billets externes UMOA	8 901,0	6 397,0	-2 504,0
- Ajustements	0,0	0,0	0,0
Enregistrement en balance des paiements	172 959,0	170 417,0	-2 542,0
ENGAGEMENTS			
- Statistiques monétaires	83 189,0	102 530,0	19 341,0
- Comptes exigibles après encaissement (-)	-3 047,0	-3 795,0	-748,0
- Crédoiteurs divers	3 204,0	3 554,0	350,0
- Titres immobilisés	174,0	516,0	342,0
- Ajustements	39,0	-2 633,0	-2 672,0
Enregistrement en balance des paiements	83 559,0	100 172,0	16 613,0
II - Avoirs et engagements de la BCEAO			
AVOIRS			
- Statistiques monétaires	305 859,8	365 127,1	59 267,3
- Position de réserves et DTS détenus			
- Ajustements	40,2	1 274,9	1 234,7
Enregistrement en balance des paiements	305 900,0	366 402,0	60 502,0
ENGAGEMENTS			
- Statistiques monétaires	53 834,2	43 811,0	-10 023,2
- Allocation de DTS	-7 500,3	-7 225,0	275,3
- Ajustements	9 490,1	11 403,0	1 912,9
Enregistrement en balance des paiements	55 824,0	47 989,0	-7 835,0
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)	329 018,6	376 552,1	47 533,5
Banques	76 993,0	55 236,0	-21 757,0
BCEAO	252 025,6	321 316,1	69 290,5
Avoirs extérieurs nets totaux (balance des paiements)	339 476,0	388 658,0	49 182,0
Banques	89 400,0	70 245,0	-19 155,0
BCEAO	250 076,0	318 413,0	68 337,0

Source : BCEAO

5

POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2005 est marquée par une dégradation de la position extérieure globale de 6,3 %, sous l'impulsion d'un accroissement plus important des engagements, notamment les prêts obtenus par l'Administration publique (+12,6%).

Le solde de la Position Extérieure Globale qui retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur, ressort débiteur au 31 décembre 2005, à hauteur de 758,2 milliards de FCFA contre un déficit de 713,3 milliards de FCFA en 2004, soit une dégradation de 6,3%.

L'ensemble des avoirs extérieurs s'établit à 609,8 milliards au 31 décembre 2005 contre 552,5 milliards à fin décembre 2004, soit une hausse de 10,4 %, imprimée par la progression des avoirs de réserve de 60,5 milliards correspondant à 19,8%.

Quant aux engagements extérieurs du Bénin, ils se chiffrent à 1.368,0 milliards de FCFA en 2005 contre 1.265,9 milliards de FCFA un an plus tôt, affichant ainsi une hausse de 102,1 milliards de FCFA. Cette évolution est essentiellement due à la progression des autres investissements (73,1 milliards) et des investissements directs étrangers (28,6 milliards de FCFA). Au niveau des autres investissements, l'évolution observée est essentiellement en ligne avec la progression des engagements de l'Administration publique, notamment les décaissements obtenus au titre des accords de prêts. Par ailleurs, il est noté un accroissement non négligeable des crédits commerciaux.

Tableau n° 34 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin de 2003 à 2005

(en millions FCFA)

INTITULE	2003	2004	2005
Avoirs	635 792,0	552 538,0	609 783,0
Investissements directs à l'étranger	10 241,0	4 492,0	10 895,0
- Capital social et bénéfice réinvestis	8 093,0	8 710,0	8 986,0
- Autres capitaux	2 148,0	-4 218,0	1 909,0
Investissement de portefeuille	49 883,0	55 734,0	55 949,0
- Titres de participation	746,0	2 159,0	868,0
- Titres de créances	49 137,0	53 575,0	55 081,0
Autres Investissements	202 729,0	186 453,0	176 568,0
dont : - Crédits commerciaux	62 022,0	45 172,0	38 189,0
- Prêts	59 954,0	65 581,0	60 794,0
- Monnaie Fiduciaire et dépôts	70 216,0	68 697,0	71 922,0
Avoirs de réserve	372 939,0	305 859,0	366 371,0
- Position de réserve FMI	1 784,0	1 744,0	3 342,0
- DTS	104,0	12,0	95,0
- Dépôts et monnaies étrangères	371 051,0	304 103,0	362 934,0
Engagements	1 172 587,0	1 265 862,0	1 368 001,0
Investissements directs dans l'économie	120 081,0	129 540,0	158 102,0
Investissements de portefeuille	8 235,0	7 294,0	7 793,0
Autres investissements	1 044 271,0	1 129 028,0	1 202 106,0
- Prêts	899 551,0	903 401,0	980 530,0
. Autorités monétaires	40 130,0	33 511,0	29 357,0
. Administrations Publiques	823 172,0	816 825,0	919 453,0
Long terme	823 172,0	816 825,0	919 453,0
Court terme	0,0	0,0	0,0
. Banques	10 165,0	15 388,0	16 562,0
. Autres secteurs	26 084,0	37 677,0	15 158,0
- Monnaie fiduciaire et dépôts	68 803,0	70 059,0	83 179,0
- Crédits commerciaux	54 935,0	110 592,0	127 036,0
- Autres engagements	20 982,0	44 976,0	11 361,0
Position Extérieure Globale**	-536 795,0	-713 324,0	-758 218,0
Source : BCEAO			
<i>Le signe + correspond à une augmentation nette des avoirs,</i>			
<i>Le signe - correspond à une diminution nette des avoirs,</i>			
<i>Cette convention diffère de celle utilisée dans la balance des paiements,</i>			
<i>** Avoirs - Engagements</i>			

6

ANNEXES

Balance des paiements 2005

Annexe 1

Bénin/Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4 9 9 3	Compte des transactions courantes	533 260	652 513	-119 253
4 1 0 0	Biens	305 022	456 619	-151 597
4 1 1 0	Marchandises générales	297 011	455 397	-158 386
4 1 5 0	Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 5 1	Biens transformés à l'étranger			
4 1 5 2	Biens transformés dans l'économie			
4 1 6 0	Réparations de biens		1 222	-1 222
4 1 7 0	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	8 011		8 011
4 1 7 1	Dans les ports maritimes	121		121
4 1 7 2	Dans les aéroports	7 890		7 890
4 1 7 3	Dans les autres ports			
4 1 8 0	Or non monétaires			
4 1 8 1	Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 8 2	Détenu à d'autres fins			
4 2 0 0	Services	102 205	147 205	-45 000
4 2 0 5	Transports	17 289	91 888	-74 599
4 2 0 6	Transports maritimes	10 365	58 660	-48 295
4 2 0 7	Passagers		2	-8
4 2 0 8	Fret	-	55 835	-55 835
4 2 0 9	Autres	10 365	2 823	7 542
4 2 1 0	Transports aériens	1 154	30 015	-28 861
4 2 1 1	Passagers		15 264	-15 264
4 2 1 2	Fret		13 945	-13 945
4 2 1 3	Autres	1 154	802	352
4 2 1 4	Autres transports	5 770	3 213	2 557
4 2 1 5	Passagers	1 341	825	516
4 2 1 6	Fret	4 429	2 388	2 041
4 2 1 7	Autres		-	
4 2 3 6	Voyages	54 525	14 180	40 345
4 2 3 7	Voyages à titre professionnel	20 079	5 400	14 679
4 2 3 8	Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 3 9	Autres	20 079	5 400	14 679
4 2 4 0	Voyages à titre personnel	34 446	8 780	25 666
4 2 4 1	Pour raisons de santé	77	2 429	-2 352
4 2 4 2	A but éducatif	323	1 620	-1 297
4 2 4 3	A d'autres fins	34 046	4 731	29 315
4 2 4 5	Services de communication	2 842	8 644	-5 802
4 2 4 9	Services de bâtiments et travaux publics	34	36	-2
4 2 5 3	Services d'assurance	620	14 384	-13 764
4 2 5 4	Compagnies d'ass.-vie et caisses de pensions			
4 2 5 5	Assurance du fret		12 088	-12 088
4 2 5 6	Autres assurances directes	21	501	-480
4 2 5 7	Réassurance	122	1 702	-1 580
4 2 5 8	Services auxiliaires	477	93	384
4 2 6 0	Services financiers	1 533	1 458	75
4 2 6 2	Services d'informatique et d'information	7	1 623	-1 616
4 2 6 6	Redevances et droits de licence		982	-982

4	2	6	8	Autres services aux entreprises	17 664	7 645	10 019
4	2	6	9	Négoce international et autres services	-	276	-276
4	2	7	0	Négoce international	-	86	-86
4	2	7	1	Autres		190	-190
4	2	7	2	Location-exploitation	17		17
4	2	7	3	Divers services aux entreprises spécialisées et tech.	17 647	7 369	10 278
4	2	7	4	Services juridiques, de compta, conseil en général			
4	2	7	5	Services juridiques			
4	2	7	6	Comptabilité, vérif. des cptes, tenue des livres			
4	2	7	7	Conseil en gestion des entreprises et relations			
4	2	7	8	Publicité, études de marché, sondages d'opinion	464	23	441
4	2	7	9	Recherche et développement			0
4	2	8	0	Architecture, ingénierie et autres services techn.	19		19
4	2	8	1	Services agricoles, miniers et traitement sur pla.			
4	2	8	2	Traitement des déchets et dépollution			
4	2	8	3	Autres			
4	2	8	4	Autres services	12 490	2 691	9 799
4	2	8	5	Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4	2	8	7	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs		70	-70
4	2	8	8	Services audio-visuels et connexes		70	-70
4	2	8	9	Autres			
4	2	9	1	Services fournis ou recus par les administrations	7 691	6 295	1 396
4	2	9	2	Ambassades et consulats	6 714	6 295	419
4	2	9	3	Unités et organismes militaires			
4	2	9	4	Autres	977		977
4	3	0	0	Revenus	22 110	31 477	-9 367
4	3	1	0	Rémunération des salariés	5 149	1 607	3 542
4	3	2	0	Revenus des investissements	16 961	29 870	-12 909
4	3	3	0	Investissements directs	8 533	13 459	-4 926
4	3	3	1	Revenus des titres de participation	8 237	12 014	-3 777
4	3	3	2	Dividendes et bénéfices distribués		3 696	-3 696
4	3	3	3	Bénéfices réinvestis	8 237	8 318	-81
4	3	3	4	Revenus des titres de créance	296	1 445	-1 149
4	3	3	9	Investissements de portefeuille	2 946	4 441	-1 495
4	3	4	0	Revenus des titres de participation	523	781	-258
4	3	4	1	Autorités monétaires			
4	3	4	2	Administrations publiques			
4	3	4	3	Banques	257	718	-461
4	3	4	4	Autres secteurs	266	63	203
4	3	4	9	Revenus des titres de créance	2 423	3 660	-1 237
4	3	5	0	Obligations et autres titres d'emprunt	2 053	3 660	-1 607
4	3	5	1	Autorités monétaires			
4	3	5	2	Administrations publiques	144	493	
4	3	5	3	Banques	1 292	55	1 237
4	3	5	4	Autres secteurs	617	3 112	-2 495
4	3	6	0	Instruments du marché monétaire et dérivé	370		370
4	3	6	1	Autorités monétaires			
4	3	6	2	Administrations publiques			
4	3	6	3	Banques	370		370
4	3	6	4	Autres secteurs			
4	3	7	0	Autres investissements	5 482	11 970	-6 488
4	3	7	1	Autorités monétaires	1 737		1 737
4	3	7	2	Administrations publiques		8 294	-8 294

4	3	7	3	Banques	3 444	1 347	2 097
4	3	7	4	Autres secteurs	301	2 329	-2 028
4	3	7	9	Transferts courants	103 923	17 212	86 711
4	3	8	0	Administrations publiques	23 333	238	23 095
4	3	9	0	Autres secteurs	80 590	16 974	63 616
4	3	9	1	Envois de fonds des travailleurs	72 326	16 078	56 248
4	3	9	2	Autres transferts	8 264	896	7 368
4	9	9	6	Compte de capital et d'opérations financières	317 160	204 187	112 973
4	9	9	4	Compte de capital	67 606	3 332	64 274
4	4	0	0	Transferts de capital	67 606	3 332	64 274
4	4	0	1	Administrations publiques	51 743	-	51 743
4	4	0	2	Remises de dettes	12 043		12 043
4	4	1	0	Autres	39 700		39 700
4	4	3	0	Autres secteurs	15 863	3 332	12 531
4	4	3	1	Transferts des migrants	13 632	3 332	10 300
4	4	3	2	Remises de dettes			
4	4	4	0	Autres transferts	2 231		2 231
4	4	8	0	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers			0
4	9	9	5	Compte d'opérations financières	249 554	200 855	48 699
4	5	0	0	Investissements directs	59 377	31 195	28 182
4	5	0	5	De l'économie à l'étranger	6 420	6 217	203
4	5	0	6	Capital social et bénéfices réinvestis	5 187	608	4 579
4	5	1	0	Capital social	4 669	562	4 107
4	5	2	5	Bénéfices réinvestis	518	46	472
4	5	3	0	Autres transactions	1 233	5 609	-4 376
4	5	3	5	Créances sur les entreprises apparentées	45	2 091	-2 046
4	5	4	0	Engagements envers les entreprises apparentées	1 188	3 518	-2 330
4	5	5	5	De l'étranger dans l'économie	52 957	24 978	27 979
4	5	5	6	Capital social et bénéfices réinvestis	35 561	23 350	12 211
4	5	6	0	Capital social	27 761	15 159	12 602
4	5	7	5	Bénéfices réinvestis	7 800	8 191	-391
4	5	8	0	Autres transactions	17 396	1 628	15 768
4	5	8	5	Créances sur les investisseurs directs		1 319	-1 319
4	5	9	0	Engagements envers les investisseurs directs	17 396	309	17 087
4	6	0	0	Investissements de portefeuille	17 437	8 813	8 624
4	6	0	2	Avoirs	16 301	8 708	7 593
4	6	1	0	Titres de participation	895	168	727

4 6 1 1	Autorités monétaires			
4 6 1 2	Administrations publiques			
4 6 1 3	Banques			0
4 6 1 4	Autres secteurs	895	168	727
4 6 1 9	Titres de créance	15 406	8 540	6 866
4 6 2 0	Obligations et autres titres d'emprunt	11 935	8 135	3 800
4 6 2 1	Autorités monétaires			
4 6 2 2	Administrations publiques			
4 6 2 3	Banques	11 282	7 116	4 166
4 6 2 4	Autres secteurs	653	1 019	-366
4 6 3 0	Instruments du marché monétaire	3 225		3 225
4 6 3 1	Autorités monétaires			
4 6 3 2	Administrations publiques			
4 6 3 3	Banques	2 497		2 497
4 6 3 4	Autres secteurs	758		758
4 6 4 0	Dérivés financiers	246	405	-159
4 6 4 1	Autorités monétaires			
4 6 4 2	Administrations publiques			
4 6 4 3	Banques			
4 6 4 4	Autres secteurs	246	405	-159
4 6 5 2	Engagements	1 136	105	1 031
4 6 6 0	Titres de participation	1 136	(75)	1 211
4 6 6 3	Banques	492	367	125
4 6 6 4	Autres secteurs	644	-442	1 086
4 6 6 9	Titres d'engagements		180	-180
4 6 7 0	Obligations et autres titres d'emprunt		180	-180
4 6 7 1	Autorités monétaires			
4 6 7 2	Administrations publiques			0
4 6 7 3	Banques		146	-146
4 6 7 4	Autres secteurs		34	-34
4 6 8 0	Instruments du marché monétaire	-	-	0
4 6 8 1	Autorités monétaires			
4 6 8 2	Administrations publiques			
4 6 8 3	Banques			0
4 6 8 4	Autres secteurs		-	0
4 6 9 0	Dérivés financiers	-	-	-
4 6 9 1	Autorités monétaires			
4 6 9 2	Administrations publiques			
4 6 9 3	Banques			
4 6 9 4	Autres secteurs			-
4 7 0 0	Autres investissements	172 613	100 218	72 395
4 7 0 3	Avoirs	41 296	37 762	3 534
4 7 0 6	Crédits commerciaux	8 198	9 938	-1 740
4 7 0 7	Administrations publiques			
4 7 0 8	Long terme			
4 7 0 9	Court terme			

4	7	1	0	Autres secteurs	8 198	9 938	-1 740
4	7	1	1	Long terme			
4	7	1	2	Court terme			
4	7	1	4	Prêts	17 711	13 155	4 556
4	7	1	5	Autorités monétaires			
4	7	1	7	Long terme			
4	7	1	8	Court terme			
4	7	1	9	Administrations publiques			
4	7	2	0	Long terme			
4	7	2	1	Court terme			
4	7	2	2	Banques	17 711	13 155	4 556
4	7	2	3	Long terme	8 814		8 814
4	7	2	4	Court terme	8 745	13 150	-4 405
4	7	2	5	Autres secteurs			0
4	7	2	6	Long terme			
4	7	2	7	Court terme			
4	7	3	0	Monnaie fiduciaire et dépôts	7 161	11 532	-4 371
4	7	3	1	Autorités monétaires			
4	7	3	2	Administrations publiques	24		24
4	7	3	3	Banques	4 606	10 005	-5 399
4	7	3	4	Autres secteurs	2 531	1 527	1 004
4	7	3	6	Autres avoirs	8 226	3 137	5 089
4	7	3	7	Autorités monétaires			
4	7	3	8	Long terme			
4	7	3	9	Court terme			
4	7	4	0	Administrations publiques	91		91
4	7	4	1	Long terme			
4	7	4	2	Court terme			
4	7	4	3	Banques	1 408	2	1 406
4	7	4	4	Long terme			
4	7	4	5	Court terme	1 408	2	1 406
4	7	4	6	Autres secteurs	6 727	3 135	3 592
4	7	4	7	Long terme			0
4	7	4	8	Court terme	6 582		6 582
4	7	5	3	Engagements	131 317	62 496	68 821
4	7	5	6	Crédits commerciaux	41 271	22 516	18 755
4	7	5	7	Administrations publiques			
4	7	5	8	Long terme			
4	7	5	9	Court terme			
4	7	6	0	Autres secteurs	41 271	22 516	18 755
4	7	6	1	Long terme			
4	7	6	2	Court terme			
4	7	6	4	Prêts	68 833	28 716	40 117
4	7	6	5	Autorités monétaires	89	4 154	-4 065
4	7	6	6	Utilisation des crédits et prêts du FMI	89	4 154	-4 065
4	7	6	7	Autres prêts à long terme			
4	7	6	8	Prêts à court terme			
4	7	6	9	Administrations publiques	52 900	18 093	34 807

4 7 7 0	Long terme	52 900	18 093	34 807
4 7 7 1	Court terme			
4 7 7 2	Banques	1 725	551	1 174
4 7 7 3	Long terme		551	-551
4 7 7 4	Court terme	1 725		1 725
4 7 7 5	Autres secteurs	2 986	4 001	-1 015
4 7 7 6	Long terme	2 986	4 001	-1 015
4 7 7 7	Court terme			0
4 7 8 1	Autorités monétaires	1 150	5	1 145
4 7 8 3	Banques	14 683	4 216	10 467
4				
4 7 8 6	Autres engagements	5 380	7 003	-1 623
4 7 8 7	Autorités monétaires	1 730	6 645	-4 915
4 7 8 8	Long terme			
4 7 8 9	Court terme			
4 7 9 0	Administrations publiques		-	-
4 7 9 1	Long terme			
4 7 9 2	Court terme			-
4 7 9 3	Banques	339	-	339
4 7 9 4	Long terme			
4 7 9 5	Court terme	339		339
4 7 9 6	Autres secteurs	3 311	358	2 953
4 7 9 7	Long terme			
4 7 9 8	Court terme			
4				
4 8 0 0	Avoirs de réserve	127	60 629	-60 502
4				
4 8 1 0	Or monétaire			
4 8 2 0	DTS		83	-83
4 8 3 0	Position de réserve au FMI	10	1 598	-1 588
4 8 4 0	Avoirs en devises	117	58 948	-58 831
4 8 4 5	Monnaie fiduciaire et dépôts	117	58 948	-58 831
4 8 5 0	Auprès des autorités monétaires			
4 8 5 5	Auprès des Banques			
4 8 6 0	Titres			
4 8 6 5	Titres de participation			
4 8 7 0	Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 7 5	Instruments du marché monétaire et produits dériv.			
4 8 8 0	Autres créances			
4 9 9 8	Erreurs et omissions nettes	6 261		6 261

Source : BCEAO -

Bénin/Monde

				après ajustement			
Code				Intitulés	Credit	Debit	Net
4	9	9	3	Compte des transactions courantes	533 260	652 513	-119 253
4	1	0	0	Biens	305 022	456 619	-151 597
4	1	1	0	Marchandises générales	297 011	455 397	-158 386
4	1	2	0	Autres biens	8 011	1 222	6 789
4	2	0	0	Services	102 205	147 205	-45 000
4	2	0	5	Transports	17 289	91 888	-74 599
4	2	0	3	dont fret	4 429	72 172	-67 743
4	2	3	6	Voyages	54 525	14 180	40 345
4	2	9	1	Services fournis ou recus par les admi. publiques	7 691	6 295	1 396
4	2	9	8	Autres services	22 700	34 842	-12 142
4	3	0	0	Revenus	22 110	31 477	-9 367
4	3	1	0	Rémunération des salariés	5 149	1 607	3 542
4	3	2	0	Revenus des investissements	16 961	29 870	-12 909
4	3	0	5	dont intérêts sur dette publique	144	8 787	-8 643
4	3	7	9	Transferts courants	103 923	17 212	86 711
4	3	8	0	Administrations publiques	23 333	238	23 095
4	3	9	0	Autres secteurs	80 590	16 974	63 616
4	9	9	7	Compte de capital et d'opérations financières	259 370	97 196	162 174
4	4	0	0	Transferts de capital	67 625	3 332	64 293
4	4	0	1	Administrations publiques	51 762		51 762
4	4	0	2	Remises de dettes	12 043		12 043
4	4	1	0	Autres	39 719		39 719
4	4	3	0	Autres secteurs	15 863	3 332	12 531
4	4	8	0	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non prod.			0
4	5	0	0	Investissements directs	59 377	31 195	28 182
4	5	0	5	De l'économie à l'étranger	6 420	6 217	203
4	5	5	5	De l'étranger dans l'économie	52 957	24 978	27 979
4	5	9	9	Investissements de portefeuille	3 196	1 184	2 012
4	6	0	1	De l'économie à l'étranger	2 552	1 592	960
4	6	5	1	De l'étranger dans l'économie	644	-408	1 052
4	6	9	9	Autres investissements	129 172	61 485	67 687
4	7	0	1	De l'économie à l'étranger	17 571	14 600	2 971
4	7	1	3	Administrations publiques	115		115
4	7	2	8	Autres secteurs	17 456	14 600	2 856
4	7	5	1	De l'étranger dans l'économie	111 601	46 885	64 716
4	7	6	3	Administrations publiques	52 900	18 093	34 807
4	7	7	8	Autres secteurs	58 701	28 792	29 909

Balance des paiements 2005

Présentation Optique BCEAO

Bénin/Monde

				après ajustement			
0	0	0	0	<i>Pour mémoire</i>			
4	9	2	0	Financements exceptionnels			
4	9	3	1	Rééchelonnements			
4	9	2	2	Remises de dettes			0
4	9	3	2	Total des arriérés			
4	9	4	8	Autres			0
4	9	9	8	Erreurs et omissions nettes	6 261		6 261
4	9	9	0	Solde global	798 891	749 709	49 182
4	7	0	2	Avoirs et engagements extérieurs	57 809	106 991	-49 182
4	7	0	5	Autorités monétaires	3 096	71 433	-68 337
4	7	1	6	Avoirs	127	60 629	-60 502
4	7	8	2	Engagements	2 969	10 804	-7 835
0	0	0	0	<i>Pour mémoire</i>			
4	8	0	5	Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	99		99
4	7	3	5	Banques	54 713	35 558	19 155
4	7	2	9	Avoirs	37 474	30 278	7 196
4	7	7	9	Engagements	17 239	5 280	11 959

Source : BCEAO

Présentation résumée

Annexe 3

Bénin/Monde

Après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4 9 9 3	Compte des transactions courantes	531 810	661 243	-129 433
4 1 0 0	Biens	305 022	456 619	-151 597
4 1 1 0	Marchandises générales	297 011	455 397	-158 386
4 1 2 0	Autres biens	8 011	1 222	6 789
4 2 0 0	Services	102 205	147 205	-45 000
4 2 0 5	Transports	17 289	91 888	-74 599
4 2 0 3	dont fret	4 429	72 172	-67 743
4 2 3 6	Voyages	54 525	14 180	40 345
4 2 9 1	Services fournis ou recus par les administrations publiques	7 691	6 295	1 396
4 2 9 8	Autres services	22 700	34 842	-12 142
4 3 0 0	Revenus	20 660	40 207	-19 547
4 3 2 0	Revenus des investissements	16 961	29 870	-12 909
4 3 0 5	dont intérêts sur dette publique	144	8 787	-8 643
4 3 7 9	Transferts courants	103 923	17 212	86 711
4 3 8 0	Administrations publiques	23 333	238	23 095
4 3 9 0	Autres secteurs	80 590	16 974	63 616
4 9 9 6	Compte de capital et d'opérations financières	317 179	204 187	112 992
4 4 0 0	Transferts de capital	67 625	3 332	64 293
4 4 0 2	Remises de dettes	12 043		12 043
4 4 1 0	Autres	39 719		39 719
4 4 3 0	Autres secteurs	15 863	3 332	12 531
4 4 8 0	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers			0
4 5 0 0	Investissements directs	59 377	31 195	28 182
4 5 0 5	De l'économie à l'étranger	6 420	6 217	203
4 5 5 5	De l'étranger dans l'économie	52 957	24 978	27 979
4 6 0 0	Investissements de portefeuille	17 437	8 813	8 624
4 6 0 2	Avoirs	16 301	8 708	7 593
4 6 5 2	Engagements	1 136	105	1 031
4 7 0 0	Autres investissements	172 613	100 218	72 395
4 7 0 3	Avoirs	41 296	37 762	3 534
4 7 5 3	Engagements	131 317	62 456	68 861
4 8 0 0	Avoirs de reserve	127	60 629	-60 502
4 9 9 8	Erreurs et omissions nettes	6 261		6 261

Source : BCEAO

POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Année 2005

Annexe 4

Bénin/Monde

Après ajustement

Code				Intitulés	Montant
8	9	8	8	AVOIRS	609 783
8	5	0	5	<i>Investissements directs à l'étranger</i>	10 895
8	5	0	6	Capital social et bénéfices réinvestis	8 986
8	5	3	0	Autres capitaux	1 909
8	6	0	2	<i>Investissements de portefeuille</i>	55 949
8	6	1	0	Titres de participation	868
8	6	1	3	dont : banques	54
8	6	1	9	Titres de créances	55 081
8	6	2	0	Obligation et autre titres d'emprunt	50 772
8	6	2	3	dont : banques	28 678
8	6	3	0	Instruments du marché monétaire	3 708
8	6	3	3	dont : banques	2 950
8	6	4	0	Dérivés financiers	601
8	6	4	3	dont : banques	0
8	7	0	3	<i>Autres investissements</i>	176 568
8	7	0	6	Crédits commerciaux	38 189
8	7	1	4	Prêts	60 794
8	7	1	5	Autorités monétaires	
8	7	1	9	Administrations publiques	
8	7	2	2	Banques	60 794
8	7	2	3	Long terme	28 380
8	7	2	4	Court terme	32 356
8	7	2	5	Autres secteurs	
8	7	3	0	Monnaie fiduciaire et dépôts	71 922
8	7	3	1	Autorités monétaires	
8	7	3	2	Administrations publiques	110
8	7	3	3	Banques	69 232
8	7	3	4	Autres secteurs	2 580
8	7	3	6	Autres avoirs	5 663
8	7	3	7	Autorités monétaires	
8	7	4	0	Administrations publiques	49
8	7	4	3	Banques	477
8	7	4	4	Long terme	
8	7	4	5	Court terme	477
8	7	4	6	Autres secteurs	5 137
8	8	0	0	<i>Avoirs de réserve</i>	366 371
8	8	1	0	Or monétaire	
8	8	2	0	DTS	95
8	8	3	0	Position de réserve au FMI	3 342
8	8	4	0	Monnaies étrangères	362 934
8	8	8	0	Autres créances	
8	8	8	9	ENGAGEMENTS	1 368 001
8	5	5	5	<i>Investissements directs dans l'économie</i>	158 102
8	5	5	6	Capital social et bénéfices réinvestis	101 395
8	5	8	0	Autres capitaux	56 707

8	6	5	2	Investissements de portefeuille : engagements	7 793
8	6	6	0	Titres de participation	6 825
8	6	6	3	Banques	4 990
8	6	6	4	Autres secteurs	1 835
8	6	6	9	Titres d'engagement	968
8	6	7	0	Obligations et autres titres d'emprunt	968
8	6	7	1	Autorités Monétaires	
8	6	7	2	Administrations publiques	
8	6	7	3	Banques	592
8	6	7	4	Autres secteurs	376
8	6	8	0	Instruments du marché monétaire	
8	6	8	3	Banques	
8	6	9	0	Dérivés financiers	
8	6	9	3	Banques	
8	7	5	3	Autres investissements : engagements	1 202 106
8	7	5	6	Crédits commerciaux	127 036
8	7	6	4	Prêts	980 530
8	7	6	5	Autorités monétaires	29 357
8	7	6	6	Utilisation des crédits et prêts du FMI	29 357
8	7	6	7	Autres prêts à long terme	
8	7	6	8	Prêts à court terme	
8	7	6	9	Administrations publiques	919 453
8	7	7	0	Long terme	919 453
8	7	7	1	Court terme	
8	7	7	2	Banques	16 562
8	7	7	3	Long terme	1 474
8	7	7	4	Court terme	15 088
8	7	7	5	Autres secteurs	15 158
8	7	7	6	Long terme	15 158
8	7	7	7	Court terme	
8	7	8	0	Monnaie fiduciaire et dépôts	83 179
8	7	8	1	Autorités monétaires	4 044
8	7	8	3	Banques	79 135
8	7	8	6	Autres engagements	11 361
8	7	8	7	Autorités monétaires	5 380
8	7	9	0	Administrations publiques	
8	7	9	3	Banques	
8	7	9	6	Autres secteurs	5 981
8	9	8	9	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-758 218

Source : BCEAO



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int